

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
25 OCTOBRE 2012

Etaient présents/waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter;

M./de h. Desmedt, Mme/Mevr. Dupuis, MM./de hh. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr. Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins;

Mme/Mevr Gustot, MM./de hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, Mme/Mevr. Cattoir, M./de h. de Halleux, Mme/Mevr Fraitteur, MM./de hh. Cohen, de Le Hoye, Wynants, Broquet, Mme/Mevr Charlier, M./de h. Desmet, M./de h. Fuld, Mme/Mevr. de T'Serclaes, M./de h. Biermann, Mmes /Mevr. François, Roba-Rabier, Delwart, MM./de hh. De Bock, Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM./de hh. Wyngaard, Kirkpatrick, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, conseillers, raadsleden;

M. Bruier-Desmeth, secrétaire communal f.f., waarnemend gemeentesecretaris.

Absents en début de séance/ Afwezig bij aanvang van de zitting : Mme/Mevr. de T'Serclaes, M./de h. De Le Hoye.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : M./de h. De Heusch, Mme/Mevr. Fremault, MM./de hh. Brotchi, Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Hayette.

- La séance est ouverte à 20h15 - De zitting begint om 20u15. –

Objet A : **Approbation des procès-verbaux des réunions des Conseils communaux des 6 et 27 septembre 2012.**

Les procès-verbaux des séances du Conseil communal des 6 et 27 septembre 2012 sont déposés sur le bureau. S'ils ne donnent pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, ils seront considérés comme approuvés à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 6 et 27 september 2012.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 6 en 27 september 2012 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Eloge funèbre.- Lijkrede

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt propose d'observer quelques instants de silence à la mémoire de M. Jean-Pierre Cornet, décédé à l'âge de 90 ans et ayant siégé pendant 18 ans au Conseil communal. A 20 ans, M. Jean-Pierre Cornet a participé à la brigade belge de la RAF et mena le combat en premier rang. Après la guerre, il travailla comme navigateur à la Sabena pendant plus de 25 ans. Il eut 6 enfants et était un homme très engagé pour la Paroisse du Saint-Rosaire. Il a également joué un rôle politique communal dans les années 60 et 70. M. Cornet a siégé au Conseil communal d'Uccle de 1965 à 1982. Il a été élu Conseiller communal du FDF en 1970. De 1971 à 1976, il fut Echevin chargé des Affaires sociales et de la Culture. Il fit des études approfondies sur la situation financière de la Commune d'Uccle. Lorsque le FDF fut renvoyé à l'opposition alors qu'il était le premier parti, cela provoqua des remous et des oppositions au point que M. Cornet fut en litige avec son propre parti. En 1982, il présenta une liste qui n'obtint pas de succès.

**- Mme de T'Serclaes et M. de Le Hoye entrent en séance –
- Mevr. de T'Serclaes en de h. de Le Hoye komen de zitting binnen -**

**Objet 1C – 1 : Coopération Internationale Communale Uccle-Kintambo.-
Prolongation de la coopération en 2013.**

M./de h. Wyngaard fait remarquer qu'on avait évoqué au moment où ce point avait été présenté pour la première fois au Conseil communal, le fait que l'Associatif ucclais serait impliqué dans cette initiative, que cela soit dans les mouvements de jeunesse ou autre. M. Wyngaard souhaite savoir où cela en est? Il s'agit d'un aspect très important de la coopération qu'il ne faut pas perdre de vue.

M. le Président/de h. Voorzitter retient la suggestion et remercie M. Wyngaard de la lui rappeler. Un rapport complet de ce qui a été réalisé à Kintambo sera adressé à tous les membres du Conseil communal.

**Objet 1C – 1 : Coopération Internationale Communale Uccle-Kintambo.-
Prolongation de la coopération en 2013.**

Le Conseil,

Considérant que M. Jean-Michel Mureau, responsable du service des décès à l'Etat civil et membre du Comité de pilotage Nord a été désigné à dater du 1er janvier 2013 comme coordinateur du Programme de Coopération Internationale entre les communes d'Uccle et de Kintambo (RDC) par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 11 septembre 2012;

Qu'une prolongation du Programme 2008/2009-2012 de Coopération Internationale communale a été décidée pour un an (01/01/2013 – 31/12/2013) par la Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire (DGD), et s'inscrit dans les orientations géographiques et sectorielles de ce précédent Programme;

Que la convention spécifique de partenariat prenant fin au 31/12/2012 a été signée entre les communes d'Uccle (Belgique) et de Kintambo (RDC), en date du 24 mai 2010;

Que les activités proposées en 2013 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs et résultats attendus poursuivis depuis 2010;

Que le Collège des Bourgmestres et Echevins a marqué son accord sur la prolongation du Programme pour l'année 2013 en séance du 2 octobre 2012;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Marque son accord sur la prolongation du Programme de Coopération Internationale communale pour l'année 2013.

**Onderwerp 1C – 1 : Internationale samenwerking gemeente Ukkel-Kintambo.-
Verlenging van de samenwerking in 2013.**

De Raad,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 september 2012 de h. Jean-Michel Mureau, verantwoordelijke van de dienst Overlijdens van de Burgerlijke Stand en lid van het Comité de pilotage Nord, heeft aangesteld - vanaf 1 januari 2013 - als coördinator van het internationaal samenwerkingsprogramma tussen de gemeentes Ukkel en Kintambo (DRC);

Aangezien de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp (DGD) heeft beslist het programma 2008/2009-2012 van de internationale gemeentelijke samenwerking voor een jaar te verlengen (01/01/2013 - 31/12/2013) en dit aansluit op de geografische en sectorale bestemmingen van dit programma;

Aangezien de specifieke samenwerkingsovereenkomst, die op 31/12/2012 eindigt, werd ondertekend door de gemeentes Ukkel (België) en Kintambo (DRC) op 24 mei 2010;

Aangezien de voorgestelde activiteiten in 2013 in de lijn liggen van de doelstellingen en verwachte resultaten, nagestreefd sinds 2010;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 2 oktober 2012 zijn goedkeuring heeft verleend aan de verlenging van het programma voor het jaar 2013;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Verleent zijn goedkeuring aan de verlenging van het internationaal gemeentelijk samenwerkingsprogramma voor het jaar 2013.

Objet 2A – 1 : **Personnel.- Règlement de travail.- Modifications.**

Le Président fait l'exposé suivant :

1. "Depuis le 1^{er} janvier 2012, la gestion des congés et la régularisation des pointages ont été informatisées. Cette informatisation nécessite des adaptations au règlement de travail.

- L'article 14 §3 devra être complété par "L'agent qui oublie de pointer devra régulariser son pointage, endéans le mois de l'oubli, via le logiciel informatique Uniweb-Time. Ce pointage devra être avalisé par le supérieur hiérarchique. Le supérieur hiérarchique régularisera les pointages des agents sous sa direction qui n'ont pas accès à un ordinateur."

- A l'article 15 point 1, la phrase " La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sous forme de demi-jour de congé compensatoire; la demande de congé compensatoire doit être adressée au plus tard l'avant-veille de l'absence au chef de service compétent, qui la transmettra, muni de son visa, au service du personnel ("récupération pointeuse)" devrait être remplacée par "soit sous forme de demi-jour de congé compensatoire; la demande de congé compensatoire doit être adressée au plus tard l'avant-veille de l'absence au chef de service compétent, via le logiciel informatique Uniweb-Time. L'agent ne pourra bénéficier de ce type de récupération que si son solde à la pointeuse est positif. En cas de solde négatif et sans préjudice de l'art.15 point 2, le supérieur hiérarchique pourra exceptionnellement, et pour motif valable, encoder lui-même la récupération."

- La dernière phrase de l'article 15 point 2 "Ce n'est qu'en cas de circonstances exceptionnelles que le Secrétaire communal pourra apurer ce débit par une inscription sur la feuille de congé." devrait être remplacée par "Ce n'est qu'en cas de circonstances exceptionnelles que le Secrétaire communal pourra apurer ce débit avec des jours de congés."

- A l'article 17, il y a lieu de rajouter après la première phrase "A cette fin, ils auront accès à la consultation des pointages des agents sous leur direction.", dans le 2^{ème} paragraphe de remplacer les mots "une note de régularisation, visée par le chef de service compétent" par "le justificatif de l'absence ou régularisera cette absence via le logiciel informatique Uniweb-Time" et dans le 3^{ème} paragraphe de remplacer les mots "une note de régularisation au service du Personnel" par "le justificatif de l'absence au service du Personnel ou régularisera cette absence via le logiciel informatique Uniweb-Time".

- A l'article 18 point 1.5., il y a lieu de supprimer la phrase "il indique un code spécifique au départ et au retour de mission". Il y a également lieu de remplacer la phrase "Il régularise ensuite sa mission sur base du formulaire de régularisation ad hoc. Le formulaire de régularisation est visé par le chef de service et transmis au service du Personnel à la fin de la semaine concernée." par "Il régularise ensuite sa mission via le logiciel informatique Uniweb-Time. La mission devra être avalisée par le supérieur hiérarchique. Le supérieur hiérarchique régularisera lui-même les missions des agents sous sa direction qui n'ont pas accès à un ordinateur."

- A l'article 18 point 2 1), la fin de la phrase "(...) figurant sur le formulaire ad hoc de régularisation de mission" devrait être remplacée par "(...) que l'agent aura indiqué dans le logiciel informatique Uniweb-Time".

- A l'article 20, la phrase "La compensation en congé ne pourra dépasser 15 jours ouvrables par an, à prendre dans les 12 mois suivant l'inscription sur la feuille de congé." est à remplacer par "La compensation en congé ne pourra dépasser 15 jours ouvrables par an, à prendre dans les mêmes limites que les congés compensatoires."

• A l'article 23 point 2 la phrase "Des jours de congés compensatoires seront inscrits sur la feuille de congé" devrait être remplacée par "Des jours de congés compensatoires seront octroyés".

• A l'article 23 point 6 c), il y a lieu de supprimer dans la 2^{ème} phrase les mots "(...) sa feuille de congé et (...)".

2. L'intitulé du titre II et de l'article 3 "Accueil des travailleurs" ne sont pas tout à fait corrects par rapport à leur contenu, il y a lieu de les remplacer par "Accueil des travailleurs, documents et données administratives".

3. Lors de la précédente modification du règlement de travail, il avait été décidé de ne plus faire pointer les agents pour se rendre d'un bâtiment communal à un autre en cours de journée. Un oubli a persisté dans cette modification, il y a lieu de rajouter à la fin du paragraphe 3 de l'article 14 "...), à l'exception de la circulation entre les bâtiments de l'administration d'Uccle."

4. Vu l'installation imminente de pointeuses biométriques dans les bâtiments de l'Administration, il y a lieu de modifier l'article 14 §5 "Les lieux qui ne sont pas équipés d'une pointeuse électronique sont équipés d'une pointeuse mécanique." par "Les lieux qui ne sont pas équipés d'une pointeuse électronique ou biométrique sont équipés d'une pointeuse mécanique."

5. A l'article 19 (sanctions), il y a lieu de préciser le traitement réservé aux retards du personnel qui n'est pas soumis à l'horaire flottant en rajoutant la phrase "Les retards et départs anticipés non justifiés des membres du personnel qui ne sont pas soumis à l'horaire flottant seront obligatoirement compensés par un retrait de traitement ou des heures supplémentaires."

6. Dans le cadre de l'application de l'horaire été en 2012, l'Assemblée a décidé de modifier l'horaire des aides familiales. A l'article 21, la phrase "Les membres du personnel d'aides aux familles et aux personnes âgées ont leur horaire fixé pendant cette période comme suit : de 8h30 à 11h30 et de 12h00 à 15h00." est dès lors à remplacer par "Les membres du personnel d'aides aux familles et aux personnes âgées ont leur horaire fixé pendant cette période comme suit : de 8h à 14h."

7. A l'article 23 (congés) point 1(vacances annuelles), les deux derniers paragraphes n'ont pas leur place dans ce point car ils concernent toutes les absences. Il y a dès lors lieu de supprimer les deux derniers paragraphes de l'article 23 point 1 et rajouter à l'article 23 un point 8 intitulé "absences non justifiées" reprenant les 2 anciens paragraphes en question, c'est-à-dire : "Les agents ne peuvent s'absenter de leur service s'ils n'ont pas obtenu préalablement un congé ou une dispense. Si un agent s'absente sans autorisation, il est privé de toute rémunération pour la durée non justifiée de son absence, sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire.

L'agent est réputé démissionnaire lorsqu'il s'absente plus de 10 jours consécutifs sans motif valable. Préalablement, une lettre recommandée lui est envoyée afin qu'il puisse faire connaître le motif de son absence. Cette démission est confirmée par le Collège pour les agents contractuels et par le Conseil communal pour les agents statutaires."

8. Par ordonnance du 15 mars 2012, la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de rétablir la sanction de la révocation parmi les sanctions maximales en matière de peine disciplinaire. A l'article 56 point 1, il y a donc lieu de rajouter "la révocation" dans la liste des sanctions maximales.

9. L'annexe 1 du règlement de travail reprend tous les horaires particuliers du personnel de l'Administration. Des agents sont désormais engagés sous contrat prévoyant les permanences de l'Etat civil certains jeudis soirs. Il y a donc lieu de rajouter cet horaire particulier à l'annexe 1 et de le présenter comme suit :

Personnel de l'Etat civil sous contrat prévoyant des permanences certains jeudis soirs :

Le personnel de l'Etat civil sous contrat prévoyant des permanences certains jeudis soirs travaille du lundi au vendredi et bénéficie de l'horaire variable avec une plage mobile du midi plus étendue qui commence à 11h30.

Les prestations s'effectuent dans les limites de l'horaire indiqué ci-dessous :

	Matin	Temps de midi	Après-midi
Lundi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mardi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mercredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Jeudi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Vendredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Samedi	-	-	-
Dimanche	-	-	-

Au cas où la permanence doit être assurée le jeudi :

	Matin	Temps de midi	Après-midi
Lundi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mardi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mercredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Jeudi	10h00-11h30	-	11h30-20h15
Vendredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Samedi	-	-	-
Dimanche	-	-	-

10. A l'article 15 (comptabilisation du temps de travail) point 1 (régime de crédit), il y a lieu de compléter la phrase "La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sur les plages fixes moyennant un justificatif de consultation médicale;" par : "La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sur les plages fixes moyennant un justificatif de consultation médicale qui précise l'heure;"

11. L'article 1 du règlement de travail – domaine d'application, stipule que "Le présent règlement de travail est d'application pour les membres du personnel toutes catégories confondues de l'Administration communale d'Uccle à l'exception du personnel géré par le service de l'Education. Le règlement est subordonné au statut administratif et à la législation applicable aux travailleurs engagés en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail". Or, le personnel des pré gardiennats est bel et bien soumis à ce règlement de travail. Il y a donc lieu de modifier l'article 1 comme suit : "Le présent règlement de travail est d'application pour les membres du personnel toutes catégories confondues de l'Administration communale d'Uccle à l'exception du personnel géré par le service de l'Education autre que le personnel des pré gardiennats. Le règlement est subordonné au statut administratif et à la législation applicable aux travailleurs engagés en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale,

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 17 septembre 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, d'apporter les modifications suivantes au règlement de travail:

1.

- De compléter l'article 14 §3 par "L'agent qui oublie de pointer devra régulariser son pointage, endéans le mois de l'oubli, via le logiciel informatique Uniweb-Time. Ce pointage devra être avalisé par le supérieur hiérarchique. Le supérieur hiérarchique régularisera les pointages des agents sous sa direction qui n'ont pas accès à un ordinateur."

- De modifier l'article 15 point 1 comme suit : " La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sous forme de demi-jour de congé compensatoire; la demande de congé compensatoire doit être adressée au plus tard l'avant-veille de l'absence au chef de service compétent, via le logiciel informatique Uniweb-Time.

L'agent ne pourra bénéficier de ce type de récupération que si son solde à la pointeuse est positif. En cas de solde négatif et sans préjudice de l'art.15 point 2, le supérieur hiérarchique pourra exceptionnellement, et pour motif valable, encoder lui-même la récupération."

- De remplacer la dernière phrase de l'article 15 point 2 par "Ce n'est qu'en cas de circonstances exceptionnelles que le Secrétaire communal pourra apurer ce débit avec des jours de congés."

- De rajouter à l'article 17 après la première phrase "A cette fin, ils auront accès à la consultation des pointages des agents sous leur direction.", dans le 2^{ème} paragraphe de remplacer les mots "une note de régularisation, visée par le chef de service compétent" par "le justificatif de l'absence ou régularisera cette absence via le logiciel informatique Uniweb-Time" et dans le 3^{ème} paragraphe de remplacer les mots "une note de régularisation au service du Personnel" par "le justificatif de l'absence au service du Personnel ou régularisera cette absence via le logiciel informatique Uniweb-Time".

- A l'article 18 point 1.5., de supprimer la phrase "il indique un code spécifique au départ et au retour de mission". Et de remplacer la phrase "Il régularise ensuite sa mission sur base du formulaire de régularisation ad hoc. Le formulaire de régularisation est visé par le chef de service et transmis au service du Personnel à la fin de la semaine concernée." par "Il régularise ensuite sa mission via le logiciel informatique Uniweb-Time. La mission devra être avalisée par le supérieur hiérarchique. Le supérieur hiérarchique régularisera lui-même les missions des agents sous sa direction qui n'ont pas accès à un ordinateur."

- A l'article 18 point 2 1), de remplacer la fin de la phrase "(...) figurant sur le formulaire ad hoc de régularisation de mission" par "(...) que l'agent aura indiqué dans le logiciel informatique Uniweb-Time".

- A l'article 20, de remplacer la phrase "La compensation en congé ne pourra dépasser 15 jours ouvrables par an, à prendre dans les 12 mois suivant l'inscription sur la feuille de congé." par "La compensation en congé ne pourra dépasser 15 jours ouvrables par an, à prendre dans les mêmes limites que les congés compensatoires."

- A l'article 23 point 2 de remplacer la phrase "Des jours de congés compensatoires seront inscrits sur la feuille de congé" par "Des jours de congés compensatoires seront octroyés".

- A l'article 23 point 6 c), de supprimer dans la 2^{ème} phrase les mots "(...) sa feuille de congé et (...)".

2. De remplacer l'intitulé du titre II et de l'article 3 par "Accueil des travailleurs, documents et données administratives".

3. De rajouter à la fin du paragraphe 3 de l'article 14 "(...), à l'exception de la circulation entre les bâtiments de l'administration d'Uccle."

4. De modifier l'article 14 §5 par "Les lieux qui ne sont pas équipés d'une pointeuse électronique ou biométrique sont équipés d'une pointeuse mécanique."

5. A l'article 19 (sanctions), de rajouter la phrase "Les retards et départs anticipés non justifiés des membres du personnel qui ne sont pas soumis à l'horaire flottant seront obligatoirement compensés par un retrait de traitement ou des heures supplémentaires."

6. A l'article 21, de remplacer la phrase "Les membres du personnel d'aides aux familles et aux personnes âgées ont leur horaire fixé pendant cette période comme suite : de 8h30 à 11h30 et de 12h00 à 15h00." par "Les membres du personnel d'aides aux familles et aux personnes âgées ont leur horaire fixé pendant cette période comme suite : de 8h à 14h."

7. De supprimer les deux derniers paragraphes de l'article 23 point 1 et rajouter à l'article 23 un point 8 intitulé "absences non justifiées" reprenant "Les agents ne peuvent s'absenter de leur service s'ils n'ont pas obtenu préalablement un congé ou une dispense. Si un agent s'absente sans autorisation, il est privé de toute rémunération pour la durée non justifiée de son absence, sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire.

L'agent est réputé démissionnaire lorsqu'il s'absente plus de 10 jours consécutifs sans motif valable. Préalablement, une lettre recommandée lui est envoyée afin qu'il puisse faire connaître le motif de son absence. Cette démission est confirmée par le Collège pour les agents contractuels et par le Conseil communal pour les agents statutaires."

8. A l'article 56 point 1, de rajouter "la révocation" dans la liste des sanctions maximales.

9. De rajouter un horaire particulier à l'annexe 1 et de le présenter comme suit :

Personnel de l'Etat civil sous contrat prévoyant des permanences certains jeudis soirs :

Le personnel de l'Etat civil sous contrat prévoyant des permanences certains jeudis soirs travaille du lundi au vendredi et bénéficie de l'horaire variable avec une plage mobile du midi plus étendue qui commence à 11h30.

Les prestations s'effectuent dans les limites de l'horaire indiqué ci-dessous :

	Matin	Temps de midi	Après-midi
Lundi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mardi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mercredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Jeudi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Vendredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Samedi	-	-	-
Dimanche	-	-	-

Au cas où la permanence doit être assurée le jeudi :

	Matin	Temps de midi	Après-midi
Lundi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mardi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Mercredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Jeudi	10h00-11h30	-	11h30-20h15
Vendredi	7h45-11h30	-	11h30-17h15
Samedi	-	-	-
Dimanche	-	-	-

10. A l'article 15 (comptabilisation du temps de travail) point 1 (régime de crédit), de compléter la phrase "La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sur les plages fixes moyennant un justificatif de consultation médicale;" par : "La partie du crédit ne dépassant pas 7h30 peut être récupérée de la manière suivante : (...) soit sur les plages fixes moyennant un justificatif de consultation médicale qui précise l'heure;"

11. De modifier l'article 1 comme suit : "Le présent règlement de travail est d'application pour les membres du personnel toutes catégories confondues de l'Administration communale d'Uccle à l'exception du personnel géré par le service de l'Education autre que le personnel des pré gardiennats. Le règlement est subordonné au statut administratif et à la législation applicable aux travailleurs engagés en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A – 1 : **Personeel.- Arbeidsreglement.- Wijzigingen.**

De voorzitter licht toe:

12. Sinds 1 januari 2012 werden het beheer van de verloven en de regularisatie van de prikkingen geautomatiseerd. Deze automatisering vereist aanpassingen in het arbeidsreglement.

- Artikel 14 §3 zou aangevuld moeten worden met "De ambtenaar die vergeet te prikken moet dit regulariseren via het programma Uniweb-Time binnen de maand waarin er werd vergeten te prikken. Deze prikking moet goedgekeurd worden door de hiërarchische overste. De hiërarchische overste regulariseert de prikkingen van de ambtenaren die onder zijn leiding staan en die niet over een computer beschikken."

- In artikel 15 punt 1 zou de zin "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gerecupereerd worden: (...) een halve dag compensatieverlof; de aanvraag voor dit compensatieverlof moet ingediend worden ten laatste twee dagen voor de afwezigheid aan de bevoegde dienstchef die het zal ondertekenen en naar de Personeelsdienst zal sturen ("recuperatie prikklok)." vervangen moeten worden door "een halve dag compensatieverlof; de aanvraag voor dit compensatieverlof moet ingediend worden ten laatste twee dagen voor de afwezigheid aan de bevoegde dienstchef via het programma Uniweb-Time. De ambtenaar mag enkel van deze recuperatie gebruik maken als zijn saldo van de prikklok positief is. In geval van een negatief saldo en onverminderd art. 15 punt 2 kan de hiërarchische overste bij wijze van uitzondering en met een geldige reden zelf de recuperatie ingeven."

- De laatste zin van artikel 15 punt 2 " Enkel in uitzonderlijke omstandigheden kan de gemeentesecretaris dit tekort aanvullen door een inschrijving op het verlofblad." zou vervangen moeten worden door "Enkel in uitzonderlijke omstandigheden kan de gemeentesecretaris dit tekort aanvullen met verlofdagen."

- In artikel 17 moet na de eerste zin "Ze zullen daarom de prikkingen kunnen raadplegen van de ambtenaren die onder hun leiding staan." worden toegevoegd, in de 2de alinea moeten de woorden "een regularisatienota zal bezorgen die door de bevoegde dienstchef werd ondertekend." vervangen worden door "de rechtvaardiging van de afwezigheid zal bezorgen of die deze afwezigheid zal regulariseren via het programma Uniweb-Time" en in de 3de alinea moeten de woorden "die de Personeelsdienst een regularisatienota zal bezorgen." vervangen worden door "die de Personeelsdienst de rechtvaardiging van de afwezigheid zal bezorgen of die deze afwezigheid zal regulariseren via het programma Uniweb-Time".

- In artikel 18 punt 1.5. moet de zin "Hij gebruikt hiervoor specifieke codes voor de zendingen." geschrapt worden. De volgende zin "Hij regulariseert vervolgens zijn zending met het regularisatieformulier ad hoc. Dit formulier wordt ondertekend door de dienstchef en aan het einde van de betrokken week naar de Personeelsdienst gestuurd." moet eveneens vervangen worden door "Hij regulariseert vervolgens zijn zending via het programma Uniweb-Time. De zending moet goedgekeurd worden door de hiërarchische overste."

De hiërarchische overste regulariseert zelf de zendingen van de ambtenaren die onder zijn leiding staan en die niet over een computer beschikken."

- In artikel 18 punt 2 1) zou het einde van de zin "(...) dat vermeld werd op het regularisatieformulieren ad hoc voor zendingen." vervangen moeten worden door "(...) dat de ambtenaar heeft ingegeven in het programma Uniweb-Time".

- In artikel 20 moet de zin "De compensatie in verlofdagen mag niet meer zijn dan 15 werkdagen per jaar en deze dagen moeten genomen worden binnen de 12 maanden na de inschrijving op het verlofblad." vervangen worden door "De compensatie in verlofdagen mag niet meer zijn dan 15 werkdagen per jaar en deze dagen moeten genomen worden binnen dezelfde limieten als de compensatieverloven."

- In artikel 23 punt 2 zou de zin "De compenserende verlofdagen zullen op het verlofblad worden ingeschreven" vervangen moeten worden door "Compenserende verlofdagen zullen toegekend worden".

- In artikel 23 punt 6 c) moeten in de 2de zin de woorden "(...) zijn verlofblad en (...)" geschrapt worden.

13. De omschrijving van titel II en artikel 3 "Onthaal van de werknemers" komt niet volledig overeen met de inhoud ervan en moet vervangen worden door "Onthaal van de werknemers, documenten en administratieve gegevens".

14. Bij de vorige wijziging van het arbeidsreglement werd beslist dat ambtenaren niet meer moeten prikken om tijdens de dag zich van een gemeentelijk gebouw naar een ander gemeentelijke gebouw te begeven. Omwille van een vergetelheid inzake deze wijziging moet aan het einde van alinea 3 van artikel 14 "(...), met uitzondering van verplaatsingen tussen de gebouwen van het Ukkels bestuur." toegevoegd worden.

15. Wegens de komende installatie van biometrische prikklokken in de gebouwen van het bestuur moet artikel 14 § 5 "In de plaatsen die niet over een elektronische prikklok beschikken, wordt een mechanische prikklok gebruikt." gewijzigd worden door "In de plaatsen die niet over een elektronische of biometrische prikklok beschikken, wordt een mechanische prikklok gebruikt."

16. In artikel 19 (sancties) moet de behandeling van vertragingen van het personeel dat niet onderworpen is aan het glijdend rooster verduidelijkt worden door de zin "Vertragingen of vroegtijdig vertrek, niet gerechtvaardigd door de personeelsleden die niet onderworpen zijn aan het glijdend rooster zullen gecompenseerd worden door een inhouding van loon of overuren." toe te voegen.

17. In het kader van de toepassing van de zomerdienst in 2012 heeft de vergadering beslist het rooster van het personeel van de gezinshulp te wijzigen. In artikel 21 moet de zin "De werkuren van het personeel van de gezins- en bejaardenhulp tijdens deze periode zijn als volgt vastgesteld: van 8.30 tot 11.30 en van 12 tot 15 u." vervangen worden door "De werkuren van het personeel van de gezins- en bejaardenhulp tijdens deze periode zijn als volgt vastgesteld: van 8 tot 14 u."

18. In artikel 23 (verloven) punt 1 (jaarlijks verlof) behoren de twee laatste alinea's niet tot dit punt aangezien ze alle afwezigheden betreffen. De twee laatste alinea's van artikel 23 punt 1 moeten aldus geschrapt worden en aan artikel 23 moet een punt 8 met de omschrijving "niet-gerechtvaardigde afwezigheden" toegevoegd worden met daarin de 2 oude alinea's in kwestie, meer bepaald: "De ambtenaren mogen hun dienst niet verlaten als ze vooraf geen verlof of vrijstelling hebben gekregen. Als een ambtenaar afwezig is zonder toelating, zal hij niet betaald worden voor de uren dat hij afwezig was, onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf.

De ambtenaar wordt als ontslagnemend beschouwd indien hij meer dan 10 opeenvolgende dagen afwezig is zonder geldig motief. Voorafgaand wordt een aangetekende brief verstuurd zodat hij de reden van zijn afwezigheid kan meedelen. Dit ontslag wordt bevestigd door het college voor contractuele ambtenaren en door de gemeenteraad voor statutaire ambtenaren."

19. Via de ordonnantie van 15 maart 2012 heeft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist de straf afzetting opnieuw in te voeren bij de maximumstraffen inzake tucht. In artikel 56 punt 1 moet "de afzetting" aldus toegevoegd worden aan de lijst van de maximumstraffen.

20. In bijlage 1 van het arbeidsreglement staan alle bijzondere roosters van het personeel van het bestuur. Er zijn echter contractuele ambtenaren die permanenties van de Burgerlijke Stand moeten verzekeren op bepaalde donderdagavonden. Dit bijzonder rooster moet aldus toegevoegd worden aan bijlage 1 en als volgt voorgesteld worden:

Contractueel personeel van de Burgerlijke Stand dat permanenties voorziet op bepaalde donderdagavonden:

Het contractueel personeel van de Burgerlijke Stand dat permanenties voorziet op bepaalde donderdagavonden werkt van maandag tot vrijdag en geniet van een glijdend rooster met een langere mobiele periode 's middags die begint om 11.30 u.

De prestaties worden verricht binnen de grenzen van het onderstaande rooster:

	's Morgens	Middagpauze	's Namiddags
Maandag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Dinsdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Woensdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.

Donderdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Vrijdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Zaterdag	-	-	-
zondag	-	-	-

Indien de permanentie op donderdag verzekerd moet worden:

	's Morgens	Middagpauze	's Namiddags
Maandag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Dinsdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Woensdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Donderdag	10-11.30 u.	-	11.30-20.15 u.
Vrijdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Zaterdag	-	-	-
zondag	-	-	-

21. In artikel 15 (boekings van de arbeidstijd) punt 1 (overschot) moet de volgende zin "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gec recupereerd worden: (...) op de vaste periodes middels een bewijsstuk van een medische raadpleging;" aangevuld worden met: "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gec recupereerd worden: (...) op de vaste periodes middels een bewijsstuk van een medische raadpleging dat het uur vermeldt;"

22. Artikel 1 van het arbeidsreglement (toepassingsdomein) bepaalt het volgende: "Dit arbeidsreglement is van toepassing op alle personeelsleden en -categorieën van het gemeentebestuur van Ukkel met uitzondering van het personeel dat door de dienst Opvoeding wordt beheerd. Het reglement is ondergeschikt aan het administratief statuut en aan de wetgeving die van toepassing is op de werknemers aangeworven krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten.". Het personeel van de peuterscholen is echter wel onderworpen aan dit arbeidsreglement. Artikel 1 moet aldus als volgt gewijzigd worden: "Dit arbeidsreglement is van toepassing op alle personeelsleden en -categorieën van het gemeentebestuur van Ukkel met uitzondering van het personeel dat door de dienst Opvoeding wordt beheerd dat geen personeel van de peuterscholen is. Het reglement is ondergeschikt aan het administratief statuut en aan de wetgeving die van toepassing is op de werknemers aangeworven krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten.".

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 17 september 2012;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist eenparig het arbeidsreglement als volgt te wijzigen:

1.

• Artikel 14 §3 aan te vullen met "De ambtenaar die vergeet te prikken moet dit regulariseren via het programma Uniweb-Time binnen de maand waarin er werd vergeten te prikken. Deze prikking moet goedgekeurd worden door de hiërarchische overste. De hiërarchische overste regulariseert de prikkingen van de ambtenaren die onder zijn leiding staan en die niet over een computer beschikken."

- Artikel 15 punt 1 als volgt te wijzigen "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gecompenseerd worden: (...) een halve dag compensatieverlof; de aanvraag voor dit compensatieverlof moet ingediend worden ten laatste twee dagen voor de afwezigheid aan de bevoegde dienstchef via het programma Uniweb-Time. De ambtenaar mag enkel van deze recuperatie gebruik maken als zijn saldo van de prikklok positief is. In geval van een negatief saldo en onverminderd art. 15 punt 2 kan de hiërarchische overste bij wijze van uitzondering en met een geldige reden zelf de recuperatie ingeven."

- De laatste zin van artikel 15 punt 2 te vervangen door "Enkel in uitzonderlijke omstandigheden kan de gemeentesecretaris dit tekort aanvullen met verlofdagen."

- In artikel 17 na de eerste zin "Ze zullen daarom de prikkingen kunnen raadplegen van de ambtenaren die onder hun leiding staan.", in de 2de alinea, de woorden "een regularisatienota zal bezorgen die door de bevoegde dienstchef werd ondertekend." te vervangen door "de rechtvaardiging van de afwezigheid zal bezorgen of die deze afwezigheid zal regulariseren via het programma Uniweb-Time" en in de 3de alinea de woorden "die de Personeelsdienst een regularisatienota zal bezorgen." door "die de Personeelsdienst de rechtvaardiging van de afwezigheid zal bezorgen of die deze afwezigheid zal regulariseren via het programma Uniweb-Time".

- In artikel 18 punt 1.5. de zin "Hij gebruikt hiervoor specifieke codes voor de zendingen." te schrappen en de zin "Hij regulariseert vervolgens zijn zending met het regularisatieformulier ad hoc. Dit formulier wordt ondertekend door de dienstchef en aan het einde van de betrokken week naar de Personeelsdienst gestuurd." te vervangen door "Hij regulariseert vervolgens zijn zending via het programma Uniweb-Time. De zending moet goedgekeurd worden door de hiërarchische overste. De hiërarchische overste regulariseert zelf de zendingen van de ambtenaren die onder zijn leiding staan en die niet over een computer beschikken."

- In artikel 18 punt 2 1) het einde van de zin "(...) dat vermeld werd op het regularisatieformulieren ad hoc voor zendingen." te vervangen door "(...) dat de ambtenaar heeft ingegeven in het programma Uniweb-Time".

- In artikel 20 de zin "De compensatie in verlofdagen mag niet meer zijn dan 15 werkdagen per jaar en deze dagen moeten genomen worden binnen de 12 maanden na de inschrijving op het verlofblad." te vervangen door "De compensatie in verlofdagen mag niet meer zijn dan 15 werkdagen per jaar en deze dagen moeten genomen worden binnen dezelfde limieten als de compensatieverloven."

- In artikel 23 punt 2 de zin "De compenserende verlofdagen zullen op het verlofblad worden ingeschreven" te vervangen door "Compenserende verlofdagen zullen toegekend worden".

- In artikel 23 punt 6 c) in de 2de zin de woorden "(...) zijn verlofblad en (...)" te schrappen.

12. De omschrijving van titel II en artikel 3 te vervangen door "Onthaal van de werknemers, documenten en administratieve gegevens".

13. Aan het einde van alinea 3 van artikel 14 "(...), met uitzondering van verplaatsingen tussen de gebouwen van het Ukkels bestuur." toe te voegen.

14. Artikel 14 § 5 te wijziging door "In de plaatsen die niet over een elektronische of biometrische prikklok beschikken, wordt een mechanische prikklok gebruikt."

15. In artikel 19 (sancties) de zin "Vertragingen of vroegtijdig vertrek, niet gerechtvaardigd door de personeelsleden die niet onderworpen zijn aan het glijdend rooster zullen gecompenseerd worden door een inhouding van loon of overuren." toe te voegen.

16. In artikel 21 de zin "De werkuren van het personeel van de gezins- en bejaardenhulp tijdens deze periode zijn als volgt vastgesteld: van 8.30 tot 11.30 en van 12 tot 15 u." te vervangen door "De werkuren van het personeel van de gezins- en bejaardenhulp tijdens deze periode zijn als volgt vastgesteld: van 8 tot 14 u."

17. In artikel 23 (verloven) punt 1 (jaarlijks verlof) de twee laatste alinea's te schrappen en aan artikel 23 een punt 8 met de omschrijving "niet-gerechtvaardigde afwezigheden" toe te voegen met daarin "De ambtenaren mogen hun dienst niet verlaten als ze vooraf geen verlof of vrijstelling hebben gekregen. Als een ambtenaar afwezig is zonder

toelating, zal hij niet betaald worden voor de uren dat hij afwezig was, onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf.

De ambtenaar wordt als ontslagnemend beschouwd indien hij meer dan 10 opeenvolgende dagen afwezig is zonder geldig motief. Voorafgaand wordt een aangetekende brief verstuurd zodat hij de reden van zijn afwezigheid kan meedelen. Dit ontslag wordt bevestigd door het college voor contractuele ambtenaren en door de gemeenteraad voor statutaire ambtenaren."

18. In artikel 56 punt 1 "de afzetting" toe te voegen aan de lijst van de maximumstraffen.

19. Een bijzonder rooster toe te voegen aan bijlage 1 en als volgt voor te stellen:

Contractueel personeel van de Burgerlijke Stand dat permanenties voorziet op bepaalde donderdagavonden:

Het contractueel personeel van de Burgerlijke Stand dat permanenties voorziet op bepaalde donderdagavonden werkt van maandag tot vrijdag en geniet van een glijdend rooster met een langere mobiele periode 's middags die begint om 11.30 u.

De prestaties worden verricht binnen de grenzen van het onderstaande rooster:

	's Morgens	Middagpauze	's Namiddags
Maandag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Dinsdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Woensdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Donderdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Vrijdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Zaterdag	-	-	-
zondag	-	-	-

Indien de permanentie op donderdag verzekerd moet worden:

	's Morgens	Middagpauze	's Namiddags
Maandag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Dinsdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Woensdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Donderdag	10-11.30 u.	-	11.30-20.15 u.
Vrijdag	7.45-11.30 u.	-	11.30-17.15 u.
Zaterdag	-	-	-
zondag	-	-	-

20. In artikel 15 (boekings van de arbeidstijd) punt 1 (overschot) de zin "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gecompenseerd worden: (...) op de vaste periodes middels een bewijsstuk van een medische raadpleging;" aan te vullen met: "Het overschot van max. 7 uur 30 minuten kan op de volgende wijze gecompenseerd worden: (...) op de vaste periodes middels een bewijsstuk van een medische raadpleging dat het uur vermeldt;"

21. Artikel 1 als volgt te wijzigen: "Dit arbeidsreglement is van toepassing op alle personeelsleden en -categorieën van het gemeentebestuur van Ukkel met uitzondering van het personeel dat door de dienst Opvoeding wordt beheerd dat geen personeel van de peultuinen is. Het reglement is ondergeschikt aan het administratief statuut en aan de wetgeving die van toepassing is op de werknemers aangeworven krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten."

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter info naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2A - 2 : Charte sociale.- Conditions d'admission dans le cadre des bibliothèques.- Modification de l'article 46, 3^{ème} alinéa.

Le Président fait l'exposé suivant :

"L'article 46, 3^{ème} alinéa, des conditions d'admission dans le cadre des bibliothèques précise que pour être promu ou grade de bibliothécaire gradué il faut "être titulaire du grade de bibliothécaire adjoint-chef ou de bibliothécaire adjoint et d'un graduat de bibliothécaire-documentaliste et satisfaire à l'examen prévu pour le recrutement".

Un arrêté du 19 juillet 2011 du Gouvernement de la Communauté française permet de remplacer le diplôme de bibliothécaire documentaliste par l'expérience acquise au sein de la bibliothèque.

Le Collège propose de modifier dans ce sens les conditions d'admission en complétant comme suit l'article 46, 3^{ème} alinéa :

"Le bibliothécaire adjoint-chef ou le bibliothécaire-adjoint qui compte 9 ans d'ancienneté de niveau est dispensé de la condition de diplôme".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale,

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 17 septembre 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, de modifier comme suit l'article 46, 3^{ème} alinéa, des conditions d'admission aux emplois du cadre des bibliothèques :

"Article 46.- Conditions de promotion :

- Bibliothécaire gradué B1 à B3

Etre titulaire du grade de bibliothécaire adjoint-chef ou de bibliothécaire adjoint et d'un graduat de bibliothécaire-documentaliste et satisfaire à l'examen prévu pour le recrutement. "Le bibliothécaire adjoint-chef ou le bibliothécaire-adjoint qui compte 9 ans d'ancienneté de niveau est dispensé de la condition de diplôme".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A – 2 : Sociaal Handvest.- Toelatingsvoorwaarden in het kader van de bibliotheken.- Wijziging van artikel 46, 3^{de} alinea.

De voorzitter licht toe:

"Artikel 46, 3de alinea, van de toelatingsvoorwaarden in het kader van de bibliotheken bepaalt dat, om bevorderd te worden tot de graad van gegradueerde bibliothecaris, men moet zijn: "titularis van de graad van hoofdadjunct bibliothecaris of van adjunct bibliothecaris en houder van een graduaat van bibliothecaris documentalist en voldoen aan het examen voorzien voor de werving".

Een besluit van 19 juli 2011 van de regering van de Franse Gemeenschap laat toe het diploma van bibliothecaris-documentalist te vervangen door een ervaring verworven in de bibliotheek.

Het College stelt voor de toelatingsvoorwaarden op deze manier te wijzigen door artikel 46, 3de alinea, als volgt aan te vullen:

"De hoofdadjunct-bibliothecaris of de adjunct- bibliothecaris die 9 jaar niveau anciënniteit heeft is vrijgesteld van de diplomavooraarde".

De raad,

Gelet op de ordonnantie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, bekomen in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 17 september 2012;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist eenparig artikel 46, alinea 3 van de toelatingsvoorwaarden in het kader van de bibliotheken als volgt te wijzigen:

"Artikel 46.- Bevorderingsvoorwaarden:

- Gegradueerde bibliothecaris B1 - B3:

Titularis zijn van de graad van hoofdadjuunct-bibliothecaris of van adjuunct-bibliothecaris en houder zijn van een grauaat van bibliothecaris-documentalist en voldoen aan het examen voorzien voor de werving.

De hoofdadjuunct-bibliothecaris of de adjuunct-bibliothecaris die 9 jaar graadanciënniteit heeft is vrijgesteld van de diplomavooraarde".

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2A - 3 : Charte sociale.- Conditions d'admission dans le cadre administratif.- Modification de l'article 89 § 4.

Le Président fait l'exposé suivant :

"L'article 89 § 4 des conditions d'admission dans le cadre administratif précise que :

"Le candidat à l'emploi d'adjuunct administratif doit être porteur d'un titre d'études donnant accès aux emplois de niveau D repris à l'annexe 1 du présent règlement".

Il s'agit d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme équivalent.

Le Collège propose d'élargir l'accès à cet emploi aux candidats qui n'ont pas obtenu ce diplôme mais qui peuvent justifier d'une expérience utile de 3 ans dans une fonction administrative au sein d'une commune ou d'un CPAS, situé sur le territoire belge".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale,

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 17 septembre 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide, à l'unanimité, de modifier comme suit l'article 89 § 4 des conditions d'admission aux emplois du cadre administratif :

"Le candidat à l'emploi d'adjuunct administratif doit soit être porteur d'un titre d'études donnant accès aux emplois de niveau D repris à l'annexe du présent règlement, soit d'une attestation établissant que le candidat possède une expérience de trois ans dans une fonction administrative au sein d'une commune ou d'un CPAS, situé sur le territoire belge, attestation délivrée par l'administration dans laquelle cette expérience a été acquise".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A - 3: **Sociaal Handvest.- Toelatingsvoorwaarden in het administratief kader.- Wijziging van artikel 89§4**

De voorzitter licht toe:

"Artikel 89§4 van de toelatingsvoorwaarden in het administratief kader voorziet dat: "de kandidaat tot de betrekking van administratief adjunct houder moet zijn van een van de studietitels die toegang verlenen tot betrekkingen van niveau D hernomen in bijlage 1 van huidig reglement".

Het gaat om een diploma lager secundair onderwijs of een gelijkgesteld diploma.

Het college stelt voor de toegang tot deze betrekking uit te breiden tot kandidaten die dit diploma niet behaald hebben maar die een nuttige ervaring van 3 jaar kunnen aantonen, opgedaan in een administratieve functie in een gemeente of een OCMW, gelegen op het Belgisch grondgebied".

De raad,

Gelet op de ordonnantie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, bekomen in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 17 september 2012;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist eenparig artikel 89§4 van de toelatingsvoorwaarden in het administratief kader als volgt te wijzigen:

"De kandidaat voor de betrekking van administratief adjunct moet houder zijn, tenzij van een van de studietitels die toegang verlenen tot betrekkingen van niveau D hernomen in de bijlage van het onderhavige reglement, tenzij van een attest dat aantoonde dat de kandidaat een ervaring van drie jaar heeft in een administratieve functie in een gemeente of een OCMW, gelegen op het Belgisch grondgebied, afgeleverd door het bestuur waarin deze ervaring werd opgedaan".

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2D – 1 : **Eglise Protestante d'Uccle.- Compte de 2011.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que le compte pour 2011 qui a été transmis par l'Eglise Protestante d'Uccle se clôture avec un excédent de 108,84 €,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2011 de l'Eglise Protestante d'Uccle.

Onderwerp 2D – 1 : **Protestantse Kerk van Ukkel.- Rekening voor 2011.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekening 2011 die ons door de Protestantse Kerk van Ukkel overgemaakt werden met een overschot van 108,84 € zich afsluit,

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren rekening voor 2011 van de Protestantse Kerk van Ukkel.

Objet 2D – 2 : Fabriques d'église catholiques.- Budgets pour 2013.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Attendu que les budgets 2013 des fabriques d'église suivantes se clôturent comme suit :

A Budgets en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire :

- Saint-Pie X : 10.444,19€ dont 32,13% à charge d'Uccle, soit 3.355,72€;

- Saint-Joseph: 10.000€;

B. Budget en équilibre grâce à une intervention communale extraordinaire :

- Saint-Pierre : 200.000€;

Attendu que nous formulons la remarque suivante en ce qui concerne la fabrique d'église de Saint-Pierre : notre Conseil communal en date du 6 septembre 2012 a fixé à 200.000€ le montant de l'intervention communale extraordinaire dans les travaux de rénovation de l'église (soit 140.000€ déjà engagés à l'article 790/724-60/301 de 2007 et 60.000€ supplémentaires en modifications budgétaires 2012 à l'article 790/724-60/301),

Décide :

- d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des budgets 2013 des fabriques d'église de Saint- Pie X et Saint-Joseph;

- d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du budget 2013 de la fabrique de Saint-Pierre.

Onderwerp 2D – 2 : Katholieke kerkfabrieken.- Begrotingen voor 2013.- Advies. #

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de begrotingen 2013 van de volgende kerkfabrieken als volgt zich afsluiten :

A Begrotingen in evenwicht dankzij een gemeentelijk tussenkomst :

- Sint-Pius X : 10.444,19 € waarvan 32,13 % ten laste van Ukkel, hetzij 3.555,72 €;

- Sint-Jozef : 10.000 €;

B Begroting in evenwicht dankzij een buitengewone gemeentelijke tussenkomst :

- Sint-Pieter : 200.000 €

Aangezien wij de volgende opmerking maken : wat de kerkfabriek van Sint-Pieter betreft, heeft onze Gemeenteraad op datum van 6 september 2012 het bedrag van de buitengewone gemeentelijke tussenkomst in de herstellingswerken van de kerk op 200.000 € vastgesteld (hetzij 140.000 € al ingeschreven onder artikel 790/724-60/301 van 2007 en bijkomende 60.000 € in begrotingswijzigingen 2012 onder artikel 790/724-60/301),

Beslist :

- een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begrotingen 2013 van de kerkfabrieken van Sint-Pius X en Sint-Jozef;
- een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begroting 2013 van de kerkfabriek van Sint-Pieter.

Objet 2D – 3 : Fabrique d'église de Notre-Dame du Saint-Rosaire.- Remplacement du chauffage.- Demande d'autorisation d'effectuer les travaux et octroi d'un subside communal extraordinaire.- Avis.

Le Conseil,

Attendu qu'à l'issue d'une réflexion de dix années et de deux études réalisées par les bureaux DEPLASSE et A2E, il a été constaté que :

- l'installation actuelle de chauffage n'est pas en conformité avec les normes actuelles;
- si elle était contrôlée par les services officiels, celle-ci se verrait être fermée sans délai;
- l'installation date d'il y a 30 ans;
- les chaudières risquent de lâcher à tout moment;
- la fonte risque de se fissurer;
- le système de régulation est obsolète et on ne peut plus retrouver les pièces;
- les aérothermes de l'installation actuelle ne pourront plus servir très longtemps;
- la consommation annuelle de 23.000 m³ de gaz, soit 12.000 € constitue un poids énorme sur le budget de la Fabrique;
- légalement, la fabrique d'église est tenue de procéder d'urgence au renouvellement du chauffage, pour des raisons de sécurité;

Attendu que le Conseil de fabrique de Notre-Dame du Saint-Rosaire, dans une délibération, datée du 14 septembre 2012 sollicite auprès du Conseil communal :

- l'autorisation d'effectuer les travaux de remplacement du chauffage de l'église;
- l'octroi d'un subside communal extraordinaire;

Attendu qu'il ressort des deux études effectuées le 3 février 2012, à la demande de la fabrique d'église, que les travaux de remplacement du chauffage s'avèrent nécessaires et peuvent être entrepris;

Attendu que le Conseil de Fabrique dans sa note du 14 septembre 2012 préconise, sur base des études effectuées, l'installation de radiants au gaz;

Attendu que le coût estimé de ces travaux s'élèverait à

Travaux	75.000 €
6,5% de Coordonnateur de chantier	4.875 €
21% de TVA sur les travaux	15.750 €

Total 96.625 €

Attendu que le Conseil de fabrique sollicite une intervention communale extraordinaire de 60.500 € et s'engage à intervenir pour un montant de 35.000 € (25.000 € via la Fabrique d'Eglise et 10.000 € via un emprunt auprès de l'AOP (Association des Œuvres Paroissiales)) au taux de 2% l'an;

Attendu que l'intervention des communes serait de 50.000 €;

Attendu que la commune d'Uccle interviendrait dans les travaux à hauteur de sa quote-part de 95,63 %, soit pour un montant de 47.815 €;

Attendu que les 4,37 % restants, soit 2.185 € sont à charge des communes d'Ixelles et de Bruxelles,

Décide :

- d'autoriser les travaux de remplacement du chauffage de l'église;
- de fixer à 47.815 € le montant du subside communal extraordinaire et prévoir à cet effet l'inscription de ce dernier à l'article 790/724-60/301 du budget communal 2013;

- d'engager le montant du subsidie extraordinaire octroyé lorsque le budget communal 2013 aura été approuvé par la Tutelle.

Onderwerp 2D – 3 : **Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans.- Vervanging van de verwarming.- Aanvraag voor de toelating om werken uit te voeren en voor de toekenning van een buitengewone gemeentelijke subsidie.- Advies.**

De Raad,

Aangezien het volgende werd vastgesteld na de afloop van een denkoefening van 10 jaar en twee studies van de kantoren DEPLASSE en A2E :

- de huidige verwarmingsinstallatie voldoet niet aan de huidige normen;
- indien deze installatie door officiële instanties gecontroleerd zou worden, zou deze onmiddellijk afgesloten worden;
- de installatie werd 30 jaar geleden uitgevoerd;
- de verwarmingsketels dreigen het op elk moment te begeven;
- het gietijzer kan openscheuren;
- het regelsysteem is verouderd en vervangstukken zijn niet meer beschikbaar;
- de verhitters van de huidige installatie kunnen niet lang meer werken;
- het jaarlijks gasverbruik van 23.000 m³ (12.000 €) is een zware last op de begroting van de kerkfabriek;
- uit veiligheidsoverwegingen is de kerkfabriek wettelijk verplicht dringend over te gaan tot de vervanging van de verwarming;

Aangezien de raad van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans in een beraadslaging van 14 september 2012 het volgende aan de gemeenteraad vraagt :

- de toelating om de verwarming van de kerk te vervangen;
- de toekenning van een buitengewone gemeentelijke subsidie.

Aangezien de twee studies, uitgevoerd op 3 februari 2012 op vraag van de kerkfabriek, aantonen dat de werken voor de vervanging van de verwarming noodzakelijk zijn en uitgevoerd kunnen worden;

Aangezien de raad van de kerkfabriek in haar nota van 14 september 2012 aangeeft te kiezen voor gasstralers, op basis van de uitgevoerde studies;

Aangezien de kosten als volgt geraamd werden :

Werken	75.000 €
6,5 % voor de werfcoördinator	4.875 €
21 % btw op de werken	15.750 €

Totaal 96.625 €

Aangezien de kerkraad een buitengewone gemeentelijke subsidie van 60.500 € vraagt en zal tussenkomen voor 35.000 € (25.000 € via de kerkfabriek en 10.000 € via een lening bij de AOP (Association des Œuvres Paroissiales)) aan het tarief van 2 % per jaar;

Aangezien de tussenkomst van de gemeenten van 50.000 € zou zijn;

Aangezien de gemeente Ukkel in werken zou tussenkomen ter hoogte van haar bijdrage van 95,63 % hetzij voor een bedrag van 47.815 €;

Aangezien de resterende 4,37 %, hetzij 2.185 € ten laste zijn van de gemeente Elsene en de stad Brussel,

Beslist :

- de toelating te verlenen voor de vervanging van de verwarming van de kerk;
- het bedrag van de buitengewone gemeentelijke subsidie op 47.825 € vast te leggen en de inschrijving hiervan te voorzien onder artikel 790/724-60/301 van de gemeentebegroting 2013;
- het bedrag van de toegekende buitengewone subsidie vast te leggen als de gemeentebegroting 2013 door de toezichhoudende overheid goedgekeurd zal zijn.

3 – 1 Propriétés communales.- Restauration du Moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site.- Marché public de services d'études.- Extension du marché et recours à l'étude préalable d'un molinologue.

M./de h. Beyer fait remarquer, dans le cadre de la mise en valeur du site du Neckersgat, qu'une habitante s'est plainte de l'état de dégradation déplorable du quartier (pavés disloqués, aucun parking de substitution de prévu pendant les travaux, dépôt de poubelles,...). L'intéressée précise que les habitants sont confrontés à des incivilités, à la délinquance et affirmant, à tort ou à raison, que l'Administration communale et les services de police ont tendance à rejeter la responsabilité sur la commune de Drogenbos. Cette situation paraît préoccupante.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis demande qu'une correspondance soit établie afin qu'elle puisse accorder son attention sur chaque point des doléances émises par l'habitante.

Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Restauration du moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site.- Marché public de services d'études.- Extension du marché et recours à l'étude préalable d'un molinologue. #

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 1;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17, § 2, 2° a) et ses arrêtés royaux d'exécution;

Considérant qu'en séance du 3 juillet 2012, le Collège échevinal a attribué le marché de services d'études en vue de la restauration du moulin du Nekkersgat, et de la mise en valeur du site;

Considérant que le permis d'urbanisme obtenu pour la restauration du moulin, ne comprend pas le dossier nécessaire à la restauration de la roue à eau;

Que ce travail très spécifique doit faire l'objet d'une nouvelle demande de permis unique, complémentaire au dossier initial;

Considérant qu'une extension du marché de services, quoique séparable de l'exécution du marché principal, est nécessaire à son perfectionnement et justifie, dès lors, le recours à la procédure négociée sur la base de l'article 17, § 2, 2°, a) de la loi du 24 décembre 1993;

Que les conditions du contrat initial doivent être maintenues;

Considérant qu'une étude préliminaire d'un spécialiste en ouvrage hydraulique de ce type est toutefois indispensable pour que le dossier de permis unique puisse aboutir;

Considérant que la valeur du marché complémentaire est estimée à 20.000,00 €;

Que des crédits suffisants sont prévus au budget extraordinaire de 2012;

Considérant que l'intervention d'un molinologue fera l'objet d'un marché spécifique;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

1) d'approuver le principe de reconstruction d'une roue en complément des travaux de restauration en cours au moulin de Nekkersgat;

2) d'organiser une extension du marché de services nécessaire à l'introduction d'un dossier de demande de permis unique complémentaire, en ayant recours à la procédure négociée par application de l'article 17, § 2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993, et de confier ce marché au bureau METZGER et Associés Architecture, aux mêmes conditions que le marché principal;

3) d'imputer la dépense sur les crédits inscrits à l'article 773/724-60/87 du budget extraordinaire de 2012 - allocation : 175.000,00 € - dépense envisagée : 20.000,00 €;

4) de financer cette dépense en partie par un emprunt et par des subsides à solliciter auprès des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale.

Onderwerp 3 – 1 : Gemeente-eigendommen.- Restauratie van de Nekkersgatmolen en opwaardering van de site.- Studieopdracht.- Uitbreiding van de opdracht en een beroep doen op een voorafgaande studie door een molenkenner.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, meer bepaald artikel 17, § 2, 2° a), en zijn koninklijke uitvoeringsbesluiten;

Overwegende dat het schepencollege in zitting van 3 juli 2007 de studieopdracht inzake de restauratie van de Nekkersgatmolen en opwaardering van de site heeft toegewezen;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning voor de restauratie van de molen niet het dossier bevat dat nodig is voor de restauratie van het waterrad;

Aangezien dit gespecialiseerd werk het onderwerp moet uitmaken van een nieuwe aanvraag van een unieke vergunning, aanvullend op het oorspronkelijke dossier;

Overwegende dat een uitbreiding van de opdracht voor aanneming van diensten, hoewel afzonderlijk van de hoofdopdracht, noodzakelijk en gerechtvaardigd is voor de vervolmaking ervan en er aldus een beroep gedaan kan worden op een onderhandelingsprocedure op basis van artikel 17, § 2, 2° a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de voorwaarden van de oorspronkelijke overeenkomst behouden moeten blijven;

Overwegende dat een voorafgaande studie van een specialist in dergelijke waterwerken onontbeerlijk is om het dossier voor de stedenbouwkundig vergunning tot een goed einde te laten komen;

Overwegende dat de waarde van de aanvullende opdracht geraamd is op € 20.000,00;

Aangezien er voldoende kredieten zijn voorzien in de buitengewone begroting van 2012;

Overwegende dat de tussenkomst van een molenkenner het onderwerp zal uitmaken van een specifieke opdracht;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) zijn goedkeuring te verlenen aan het principe voor de reconstructie van een rad als aanvulling op de werken inzake de restauratie van de Nekkersgatmolen;

2) een uitbreiding van de opdracht voor aanneming van diensten te organiseren, noodzakelijk voor de indiening van een dossier voor de aanvraag van een bijkomende unieke vergunning, door een beroep te doen op de onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17, § 2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 en deze opdracht toe te vertrouwen aan het kantoor METZGER et Associés Architecture, aan dezelfde voorwaarden als de hoofdopdracht;

3) deze uitgave te boeken onder artikel 773/724-60/87 van de buitengewone begroting 2012 - toelage : € 175.000,00 - overwogen uitgave : € 20.000,00;

4) deze uitgave gedeeltelijk te financieren door middel van een lening en via subsidies die aangevraagd moeten worden bij Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- M. Cohen quitte la séance et MM. de Le Hoye et Wynants sortent. –

- de h. Cohen verlaat de zitting en de hh. de Le Hoye en Wynants verlaten de zaal.—

Objet 3 – 2 : Propriétés communales.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Prise pour information des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3, tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives au choix du mode de passation, par procédure négociée sans publicité préalable, et à la fixation des conditions des marchés de travaux et de fournitures, en application de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information les décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

- 2 octobre 2012 - Bâtiment place Homère Goossens, 2 - Appartement situé au 2ème étage - Remplacement du revêtement de sol - 2.200 € (T.V.A. et réserve pour faire face à d'éventuels imprévus comprises) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 2 octobre 2012 - Bâtiment place Homère Goossens, 2 - Rez-de-chaussée - Remplacement d'une fenêtre et d'un volet.- 2.500 € (T.V.A. et réserve comprises) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 2 octobre 2012 - Logement rue du Doyenné, 63 - Travaux de ventilation - 9.000 € (T.V.A. et réserve comprises) - Article 922/724-60/87 - Emprunt.

Onderwerp 3 – 2 : Gemeente-eigendommen.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het schepencollege :

- 2 oktober 2012 - Gebouw Homère Goossensplein 2 - Appartement op de 2de verdieping - Vervanging van de vloerbekleding - € 2.200,00 (btw en reserve voor eventuele onvoorziene kosten) - Artikel 922/724-60/87 - Lening;

- 2 oktober 2012 - Gebouw Homère Goossensplein 2 - Benedenverdieping - Vervanging van een raam en een luik - € 2.500,00 (btw en reserve) - Artikel 922/724-60/87 - Lening;

- 2 oktober 2012 - Woning Dekenijstraat 63 - Ventilatiewerken - € 9.000,00 (btw en reserve) - Artikel 922/724-60/87 - Lening.

Objet 4A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 18 septembre 2012 - Diverses études hydrologiques sur le territoire de la commune d'Uccle - Exercice 2012 - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/747-60/82 - Emprunt;
- 25 septembre 2012 - I.C.P.H. - Aménagement des classes de logopédie - 56.800 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/724-60/85 - Emprunt;
- 25 septembre 2012 - Complexe de Neerstalle - Salle de sports - Remplacement et isolation de la toiture - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96 - Emprunt;
- 25 septembre 2012 - Ecole du Longchamp - Rénovation des façades (Etat d'avancement n° 11) - Dépassement de 9.218,12 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 25 septembre 2012 - Centre de santé - Remplacement de châssis - 65.000 € (T.V.A. comprise) - Article 871/724-60/96 - Emprunt;
- 25 septembre 2012 - Crèche du Globe - Aménagement du 3ème étage (Etat d'avancement n° 7) - Dépassement de 12.630,08 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/723-60/96;
- 25 septembre 2012 - Maison communale - Divers aménagements intérieurs (Etat d'avancement n° 11) - Dépassement de 23.063,85 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;
- 25 septembre 2012 - Fourniture d'un feu tricolore de chantier - 7.623 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Emprunt;
- 2 octobre 2012 - Achat d'un enregistreur - 125 € (T.V.A. comprise) - Article 131/742-51/88 - Fonds de réserve;
- 2 octobre 2012 - Achat de matériel et de machines 2012 (Ateliers-Chantiers) - 1.230 € à l'article 764/744-98/84, 10.323 € à l'article 136/744-98/84 et 6.646 € à l'article 421/744-51/84 - Fonds de réserve;
- 2 octobre 2012 - Achat de matériel et de machines 2012 (Plantations) - 13.900 € à l'article 764/744-98/12, 11.589,50 € à l'article 764/744-98/84, 4.033,90 € à l'article 875/744-98/84, 9.988 € à l'article 75102/744-98/84, 1.101,10 € à l'article 421/744-98/84 et 7.162,10 € à l'article 878/744-98/84 pour un montant global de 47.774,60 € (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve;
- 2 octobre 2012 - Ecole de Saint-Job : remise en état de la conciergerie - Augmentation de 2.271,18 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 9 octobre 2012 - Ecole primaire de Saint-Job : rénovation de la régulation - Dépense supplémentaire de 3.446,37 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 9 octobre 2012 - Ecole du Longchamp : pose d'un nouveau lino dans une classe - 4.737,03 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 9 octobre 2012 - Ecole des Arts : lino et peinture - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 734/724-60/85 - Emprunt;
- 9 octobre 2012 - Coordination sécurité-santé - Mission d'étude - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/80 - Emprunt;
- 9 octobre 2012 - Crèche du Globe - Aménagement du 3ème étage (Etat d'avancement n° 8) - Dépassement de 966,67 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/723-60/96;
- 9 octobre 2012 - Ecole du Longchamp - Rénovation des façades (Etat d'avancement n° 12) - Dépassement de 4.798,74 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 9 octobre 2012 - Informatisation des services, des écoles et des bibliothèques (INF167) - 81.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 104/742-53/53, 138/742-53/53, 139/742-53/53, 424/742-53/53, 701/742-53/53, 762/742-53/53, 764/742-53/53, 840/742-53/53, 875/742-53/53, 930/742-53/53, 722/742-53/40, 734/742-53/40, 735/742-53/40, 75101/742-53/40, 75101/742-53/40, 76701/742-53/70 FR/NL et 76702/742-53/70 - Emprunt et Fonds de réserve;
- 16 octobre 2012 - Réaménagement de la rue de Calevoet - Déplacement de branchements gaz par Sibelga - 22.748 € (T.V.A. comprise) - Article 731/747-60/82 - Emprunt;
- 16 octobre 2012 - Achat d'un véhicule utilitaire électrique - 25.000 € (T.V.A. comprise) - Article 878/743-52/52 - Fonds de réserve;

- 16 octobre 2012 - Achat d'extracteurs encastrés - 1.525,43 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 16 octobre 2012 - Ecole des Eglantiers - Remplacement d'un boiler en panne - 5.842,99 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 16 octobre 2012 - Ecole Les Bouleaux - Rafraichissement des locaux et remplacement du préau - Dépassement de 19.979,69 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/96;
- 16 octobre 2012 - Fourniture (achat) et pose d'illuminations de fin d'année pour l'année 2012 - 21.961,50 € (T.V.A. comprise) - Article 520/744-51/82 - Emprunt.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.** #

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 18 september 2012 - Verschillende hydrologische studies op het grondgebied van de gemeente Ukkel - Dienstjaar 2012 - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/747-60/82 - Lening;
- 25 september 2012 - I.C.P.H. - Inrichting van de logopedieklassen - 56.800 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Lening;
- 25 september 2012 - Complex Neerstalle - Sportzaal - Vervanging en isolatie van het dak - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96 - Lening;
- 25 september 2012 - Longchampschool - Renovatie van de gevels (Vorderingsstaat nr 11) - Overschrijding met 9.218,12 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96;
- 25 september 2012 - Gezondheidscentrum - Vervanging van ramen - 65.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 871/724-60/96 - Lening;
- 25 september 2012 - Kinderdagverblijf Globe - Inrichting van de derde verdieping (Vorderingsstaat nr 7) - Overschrijding met 12.630,08 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/723-60/96;
- 25 september 2012 - Gemeentehuis - Verschillende binneninrichtingen (Vorderingsstaat nr 11) - Overschrijding met 23.063,85 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 25 september 2012 - Levering van een driekleurig werflicht - 7.623 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Lening;
- 2 oktober 2012 - Aankoop van een recorder - 125 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 131/742-51/88 - Reservefonds;
- 2 oktober 2012 - Aankoop van materieel en machines 2012 (Ateliers-Werven) - 1.230 € op artikel 764/744-98/84, 10.323 € op artikel 136/744-98/84 en 6.646 € op artikel 421/744-51/84 - Reservefonds;
- 2 oktober 2012 - Aankoop van materieel en machines 2012 (Groendienst) - 13.900 € op artikel 764/744-98/12, 11.589,50 € op artikel 764/744-98/84, 4.033,90 € op artikel 875/744-98/84, 9.988 € op artikel 75102/744-98/84, 1.101,10 € op artikel 421/744-98/84 en 7.162,10 € op artikel 878/744-98/84 voor een globaal bedrag van 47.774,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Reservefonds;
- 2 oktober 2012 - School van Sint-Job : herstelling van de conciërgewoning - Verhoging met 2.271,18 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 9 oktober 2012 - Lagere school van Sint-Job : renovatie van de regulering - Bijkomende uitgave van 3.446,37 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;

- 9 oktober 2012 - Longchampschool : plaatsing van een nieuwe lino in een klas - 4.737,03 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 9 oktober 2012 - Ecole des Arts : lino en verven - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/724-60/85 - Lening;
- 9 oktober 2012 - Coördinatie veiligheid-gezondheid - Studietoelichting - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/80 - Lening;
- 9 oktober 2012 - Kinderdagverblijf Globe - Inrichting van de derde verdieping (Vorderingsstaat nr 8) - Overschrijding met 966,67 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/723-60/96;
- 9 oktober 2012 - Longchampschool - Renovatie van de gevels (Vorderingsstaat nr 12) - Overschrijding met 4.798,74 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96;
- 9 oktober 2012 - Informatisering van de diensten, scholen en bibliotheken (INF167) - 81.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 104/742-53/53, 138/742-53/53, 139/742-53/53, 424/742-53/53, 701/742-53/53, 762/742-53/53, 764/742-53/53, 840/742-53/53, 875/742-53/53, 930/742-53/53, 722/742-53/40, 734/742-53/40, 735/742-53/40, 75101/742-53/40, 75101/742-53/40, 76701/742-53/70 FR/NL en 76702/742-53/70 - Lening en Reservefonds;
- 16 oktober 2012 - Herinrichting van de Calevoetstraat - Déplacement Verplaatsing van de gasaansluitingen door Sibelga - 22.748 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 731/747-60/82 - Lening;
- 16 oktober 2012 - Aankoop van een elektrisch voertuig - 25.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/743-52/52 - Reservefonds;
- 16 oktober 2012 - Aankoop van ingebouwde luchtuitlaten - 1.525,43 € (verhoging 10 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 16 oktober 2012 - School Eglantiers - Vervanging van een defecte boiler - 5.842,99 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Reservefonds;
- 16 oktober 2012 - School Les Bouleaux - Opfrissing van de lokalen en vervanging van de overdekte speelplaats - Overschrijding met 19.979,69 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/96;
- 16 oktober 2012 - Levering (aankoop) en plaatsing van eindejaarsverlichting voor het jaar 2012 - 21.961,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/744-51/82 - Lening.

Objet 4A – 2 : **Maison communale.- Aménagement du 3ème étage.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Mme/Mevr. Charlier ne doute pas que la rénovation de la maison communale est nécessaire mais estime que l'estimation approximative de la dépense, arrondie au montant de 168.778,22 €, est trop élevée.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que l'estimation n'est pas trop élevée car il faut voir le résultat du marché public et les entreprises soumissionneront peut-être moins. L'estimation tient compte des clauses de révisions de prix, de la T.V.A.,... En considérant le cahier des charges et la description de tout ce qu'il y a à faire, on va même toucher au gros œuvre, l'estimation n'est pas trop élevée. La rénovation d'un bien coûte parfois plus cher que la construction neuve.

Objet 4A – 2 : **Maison communale.- Aménagement du 3ème étage.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu l'allocation de 200.000,00 EUR figurant à l'article 137/723-60/96 du budget extraordinaire de 2012 pour couvrir notamment la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 135.258,32 EUR (HTVA) ou 163.662,56 EUR (TVAC); arrondi au disponible budgétaire soit 168.778,22 EUR pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus;

Vu les articles 117, alinéa 1er et 234, alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 168.778,22 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 2 : Gemeentehuis.- Inrichting 3e verdieping.- Goedkeuring van het ontwerp, van de schatting, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de toelage van 200.000,00 EUR onder artikel 137/723-60/96 van de buitengewone begroting van 2012 om met name de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde onderwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 135.258,32 EUR (excl. btw) of 163.662,56 EUR (incl. btw); afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen van 168.778,22 EUR om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 168.778,22 EUR afgeronde raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan.

Objet 4A – 3 : Ecole des Eglantiers.- Remplacement et isolation des toitures.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 20 mai 2011, notre service a introduit, pour le dossier repris sous rubrique, une demande de financement auprès de la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'octroi de subsides d'intérêt public (ordonnance du 16 juillet 1998);

Vu la Région nous faisant part, par courrier, du fait que notre dossier a été sélectionné pour l'obtention de subsides. Et que pour se faire, les documents techniques, ainsi que la délibération de l'Assemblée doit être introduite au département concerné pour le 16 novembre 2012;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services prévoyant une estimation approximative de 175.500,00 EUR (HTVA) ou 212.355,00 EUR (TVAC); cette dernière somme étant encore à majorer de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus; ce qui en porte le montant à 233.590,50 EUR (majoration 10 % et TVAC), arrondi à 235.000,00 EUR;

Vu que ce montant a été proposé au budget extraordinaire 2013 à l'article 722/724-60/96;

Attendu qu'une fois le dossier sera approuvé par les autorités compétentes, la procédure de mise en concurrence pourra être lancée;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 235.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt et subsides;
- 5) la présentation du dossier aux autorités compétentes en vue de l'obtention des subsides.

Onderwerp 4A – 3 : School Les Eglantiers.- Vervangen en isoleren van daken.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Aangezien onze dienst op 20 mei 2011 voor het hierboven vermelde dossier een financieringsaanvraag heeft ingediend bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van het toekennen van subsidies voor openbaar nut (ordonnantie van 16 juli 1998);

Aangezien het gewest ons schriftelijk heeft laten weten dat ons dossier geselecteerd is voor het verkrijgen van subsidies. En aangezien daartoe de technische documenten alsook de beraadslaging van de vergadering bij de betrokken dienst ingediend moet worden voor 16 november 2012;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 175.500,00 EUR (excl. btw) of 212.355,00 EUR (incl. btw); waarbij dit laatste bedrag nog te vermeerderen is met 10 % om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken, wat het bedrag brengt op 233.590,50 EUR (vermeerdering van 10 % en btw inbegrepen), afgerond op 235.000,00 EUR;

Aangezien dit bedrag voorgesteld is in de buitengewone begroting 2013 onder artikel 722/724-60/96;

Aangezien de procedure voor het in mededinging stellen, eenmaal het dossier is goedgekeurd door de bevoegde overheid, opgestart kan worden;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentendiensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 235.000,00 EUR afgeronde raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan en subsidies;

5) het voorleggen van het dossier aan de bevoegde overheid met het oog op het verkrijgen van subsidies.

Objet 4A – 4 : Ecole du Merlo.- Désamiantage et démolition des pavillons.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu que suite à la construction de la nouvelle école, les anciens pavillons peuvent être démolis. Pour ce faire, une allocation de 100.000,00 EUR figure à l'article 75101/723-60/96 du budget extraordinaire de 2012 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 75.100,00 EUR (HTVA) ou 90.871,00 EUR (TVAC); cette dernière somme étant encore à majorer de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels imprévus; ce qui en porte le montant à 99.958,10 EUR (majoration 10 % et TVAC), arrondi au montant du disponible budgétaire soit 100.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 100.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 4 : School Merlo.- Verwijdering van asbest en afbraak van paviljoenen.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de sluitingswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Aangezien de oude paviljoenen afgebroken mogen worden ten gevolge van de bouw van een nieuwe school. Daarom is een toelage van 10.000,00 EUR voorzien onder artikel 75101/723-60/96 van de buitengewone begroting van 2012 om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde ontwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 75.100,00 EUR (excl. btw) of 90.871,00 EUR (incl. btw); waarbij dit laatste bedrag nog te vermeerderen is met 10 % om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken, wat het bedrag brengt op 99.958,10 EUR (vermeerdering van 10% en btw inbegrepen), afgerond op de beschikbare middelen van 100.000,00 EUR;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege;

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 100.000,00 EUR afgeronde raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan.

Objet 4A – 5 : Crèche du Globe.- Aménagements des salles-de-bain au 1er étage.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu l'allocation de 100.000,00 EUR figurant à l'article 84401/724-60/96 du budget extraordinaire de 2012 pour couvrir notamment la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 75.011,03 EUR (HTVA) ou 90.763,35 EUR (TVAC); arrondie au disponible budgétaire soit 97.899,99 EUR pour couvrir les imprévus et l'application de la formule de révision;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation limitée à 97.899,99 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 5 : Kinderdagverblijf Globe.- Inrichting van de badkamers op de 1ste verdieping.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de toelage van 100.000,00 EUR onder artikel 84401/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2012 om met name de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde onderwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 75.011,03 EUR (excl. btw) of 90.763,35 EUR (incl. btw); afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen van 97.899,99 EUR om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de tot 97.899,99 EUR beperkte raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan.

Objet 4A – 6 : Acquisition de véhicules.- Une petite camionnette pour le service Parking.- Application des articles 234, alinéa 1 et 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Prise d'acte de la décision du Collège relative à l'approbation de la dépense, du cahier spécial des charges, du mode de passation du marché, du mode de financement de la dépense et de l'avis à publier.

Le Conseil,

Vu que le véhicule Renault Kangoo (n° 670 - 1 DBP 604) du service Parking affecté à la zone de stationnement "Etoile – Coghen" a été accidenté le 8 septembre 2012 et déclaré en sinistre total par l'expert de l'assurance le 20 septembre 2012;

Vu qu'un tel véhicule est indispensable pour le bon fonctionnement du service Parking;

Vu qu'il y a urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles;

Vu que le crédit nécessaire pour l'acquisition d'un tel véhicule peut être estimé à 14.000 €;

Vu qu'aucun crédit n'est disponible au Budget 2012;

Vu qu'en date du 26 avril 2012, l'Assemblée a marqué son accord sur une dépense totale estimée à 135.000 € TVAC pour l'acquisition de six véhicules pour différents services communaux, sur le cahier spécial des charges et sur la passation du marché par appel d'offres général;

Vu que le présent marché doit donc être passé avec publicité nationale;

Vu la décision du Collège du 2 octobre 2012 prise en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale, décidant de passer le marché par appel d'offre général en procédure d'urgence avec délai de publication de 10 jours et approuvant le cahier spécial des charges et l'estimation de 14.000 € (TVAC) à l'article 424/743-52/84 pour l'achat d'une petite camionnette pour le service Parking;

Vu la décision du Collège relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu que la dépense supplémentaire de 14.000 € à l'article 424/743-52/84 et une recette d'un montant équivalent aux articles 424/560-51/84 (intervention de l'assurance) et 060/995-51/35 (Fonds de Réserve - pour le solde) seront admises lors de la présente séance,

Décide de prendre acte, en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale, de la décision du Collège échevinal du 2 octobre 2012 décidant de passer le marché par appel d'offre général en procédure d'urgence avec délai de publication de 10 jours et approuvant le cahier spécial des charges et l'estimation de 14.000 € (TVAC) à l'article 424/743-52/84 pour l'achat d'une petite camionnette pour le service Parking.

Onderwerp 4A – 6 : Aankoop van voertuigen.- Een kleine bestelwagen voor de dienst Parking.- Toepassing van de artikels 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Akteneming van de beslissing van het College betreffende de goedkeuring van de uitgave, van het bestek, van de gunningswijze van de opdracht, van de financieringswijze van de uitgave en het te publiceren bericht.

De Raad,

Aangezien het voertuig Renault Kangoo (n° 670 - 1 DBP 604) van de dienst Parking dat aan de parkeerzone "Ster-Coghen" werd toegewezen, op 8 september 2012 beschadigd werd en total loss verklaard door de verzekeringsexpert op 20 september 2012;

Aangezien een dergelijk voertuig onmisbaar is voor de goede werking van de dienst Parking;

Aangezien het geval van dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit niet te voorziene omstandigheden;

Aangezien het noodzakelijk krediet om een dergelijk voertuig aan te kopen op € 14.000 mag geraamd worden;

Aangezien geen krediet beschikbaar is op de buitengewone begroting 2012;

Aangezien de Raad op datum van 26 april 2012 zijn akkoord gehecht heeft op een totale uitgave geraamd op € 135.000 (BTW incl.) voor de aankoop van zes voertuigen voor verschillende gemeentediensten, op het bestek en op de gunning door een algemene offerte aanvraag;

Aangezien de huidige opdracht dan met een nationale bekendmaking gegund moet worden;

Aangezien de beslissing van het College van 2 oktober 2012, in toepassing van artikel 234-1° alinea van de nieuwe Gemeentewet werd genomen, die besloot de opdracht door middel van een algemene offerte aanvraag te gunnen met een spoedprocedure met een publicatie termijn van 10 dagen en die het bestek en de raming van € 14.000 (BTW incl.) op het artikel 424/743-52/84 voor de aankoop van een kleine bestelwagen voor de dienst Parking goed te keuren;

Aangezien de beslissing van het College betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de extra uitgave van € 14.000 op het artikel 424/743-52/84 en een ontvangst voor hetzelfde bedrag op de artikels 424/560-51/84 (bijdrage van de verzekering) en 060/995-51/35 (Reservefonds voor het saldo) tijdens deze zitting gestemd zullen worden;

Besluit akte te nemen, in toepassing van artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissing van het schepen college van 2 oktober 2012 die besloot de opdracht door middel van een algemene offerte aanvraag te gunnen met een spoedprocedure met een publicatie termijn van 10 dagen en die het bestek en de raming van € 14.000 (BTW incl.) op het artikel 424/743-52/84 voor de aankoop van een kleine bestelwagen voor de dienst Parking goed te keuren.

Objet 4A – 7 : Acquisition de véhicules.- Une petite camionnette pour le service Parking.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Modification budgétaire.

Le Conseil,

Attendu que le véhicule Renault Kangoo (n° 670 - 1 DBP 604) du service Parking affecté à la zone de stationnement "Etoile – Coghen" a été accidenté le 8 septembre 2012 et qu'il a été déclaré en sinistre total par l'expert de l'assurance en date du 20 septembre 2012;

Vu l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal, relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

2) d'approuver la dépense supplémentaire de 14.000 € à l'article 424/743-52/84 et une recette d'un montant équivalent aux articles 424/560-51/84 (intervention de l'assurance) et 060/995-51/35 (Fonds de Réserve pour le solde).

Onderwerp 4A – 7 : Aankoop van voertuigen.- Een kleine bestelwagen voor de dienst Parking.- Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Begrotingswijziging.

De Raad,

Aangezien het voertuig Renault Kangoo (n° 670 - 1 DBP 604) van de dienst Parking dat aan de parkeerzone "Ster-Coghen" toegewezen werd, op 8 september 2012 beschadigd werd en total loss verklaard door de verzekeringsexpert op 20 september 2012;

Gelet op artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

1) kennis te nemen van de beslissing van het schepen college betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

2) de extra uitgave van 14.000 € op artikel 424/743-52/84 en een ontvangst voor hetzelfde bedrag op de artikels 424/560-51/84 (bijdrage van de verzekering) en 060/995-51/35 (Reservefonds voor het saldo) goed te keuren.

Objet 4A – 8 : Piscine Longchamp.- Montage, utilisation par un tiers et démontage d'un échafaudage de pied.- Application des articles 234, alinéa 1 et 249, § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Prise d'acte de la décision du Collège relative à l'approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Considérant qu'en mai 2012 des lattes du faux-plafond de la piscine du Longchamp se sont détachées et sont tombées obligeant ainsi notre Administration à fermer la piscine par mesure de sécurité;

Considérant que la piscine est classée et que la Direction des Monuments et Sites n'autorise pas le remplacement du faux-plafond par un autre système sans une procédure de demande de permis, procédure qui peut durer de 6 mois à un an;

Considérant que si la Commune d'Uccle souhaite rouvrir la piscine du Longchamp afin de remplir la mission de service public qui lui est dévolue, il faudra démonter et fonctionner sans le faux-plafond;

Considérant que le phénomène de détachement des lattes s'amplifie et que ces lattes menacent de tomber avec le risque d'endommager les installations de la piscine telles que les fenêtres, le carrelage, les bassins,...;

Considérant que le service BCM et la firme Sophia Engineering ont rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le service BCM prévoit une dépense totale de 200.000 €;

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2012 à l'article 764/724-60/85 ;

Vu qu'aucun crédit n'est disponible au budget 2012;

Vu qu'il y a urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles;

Vu qu'en date du 25 octobre 2012, l'Assemblée a marqué son accord sur une dépense totale estimée à 200.000 € (T.V.A.C.) pour la dépense du montage, de l'utilisation par un tiers et du démontage d'un échafaudage de pied pour permettre l'enlèvement du faux-plafond actuel qui risque de tomber;

Vu que le présent marché doit donc être passé avec publicité nationale;

Vu la décision du Collège du 16 octobre 2012 prise en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale, décidant de passer le marché par adjudication publique en procédure d'urgence avec délai de publication de 10 jours et approuvant le cahier spécial des charges et l'estimation de 200.000 € (T.V.A.C.) à l'article 764/724-60/85 pour le montage, l'utilisation par un tiers et le démontage d'un échafaudage de pied pour permettre l'enlèvement du faux-plafond actuel qui risque de tomber;

Vu la décision du Collège relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu que la dépense supplémentaire de 200.000 € à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 200.000 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 seront admises lors de la présente séance ;

Décide de prendre acte, en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale, de la décision du Collège échevinal du 16 octobre 2012 décidant de passer le marché par adjudication publique en procédure d'urgence avec un délai de publication de 10 jours et approuvant le cahier spécial des charges et l'estimation de 200.000 € (T.V.A.C.) à l'article 764/724-60/85 85 pour le montage, l'utilisation par un tiers et le démontage d'un échafaudage de pied pour permettre l'enlèvement du faux-plafond actuel qui risque de tomber.

Onderwerp 4A – 8 : Zwembad Longchamp.- Montage, gebruik door een derde en demontage van een steiger.- Toepassing van artikel 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Akteneming van de beslissing van het college inzake de goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat er in mei 2012 latten van het vals plafond van het zwembad Longchamp zijn losgekomen en gevallen waardoor ons bestuur het zwembad om veiligheidsredenen moest sluiten;

Overwegende dat het zwembad beschermd is en de directie Monumenten en Landschappen de vervanging van het vals plafond door een ander systeem niet toelaat zonder een aanvraag voor een vergunning, een procedure die 6 tot 12 maand kan duren;

Overwegende dat, indien de gemeente Ukkel het zwembad Longchamp wil heropenen om deze openbare dienst te kunnen aanbieden, het vals plafond gedemonteerd moet worden en het zwembad zonder vals plafond moet werken;

Overwegende dat het probleem van de loskomende latten erger wordt en deze latten dreigen te vallen op de installaties van het zwembad zoals ramen, tegels, bassins,...;

Overwegende dat de dienst GGO en de onderneming Sophia Engineering het bestek hebben opgemaakt;

Overwegende dat de dienst GGO een totale uitgave voorziet van € 200.000;

Overwegende dat de uitgave onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2012 valt;

Aangezien er geen kredieten beschikbaar zijn in de begroting 2012;

Gelet op de dringende noodzaak door onvoorziene omstandigheden;

Overwegende dat de vergadering op 25 oktober 2012 zijn goedkeuring heeft verleend aan de totale geraamde uitgave van € 200.000 (incl. btw) voor de montage, het gebruik door een derde en de demontage van een steiger om het huidig vals plafond, dat dreigt te vallen, te verwijderen;

Aangezien de onderhavige opdracht gegund moet worden met nationale bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het college van 16 oktober 2012, genomen in toepassing van artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet, inzake de gunning van de opdracht via een openbare aanbesteding bij hoogdringendheid met een publicatietermijn van 10 dagen en tot goedkeuring van het bestek en de raming van € 200.000 (incl. btw) onder artikel 764/724-60/85 voor de montage, het gebruik door een derde en de demontage van een steiger om het huidig vals plafond, dat dreigt te vallen, te verwijderen;

Gelet op de beslissing van het college inzake de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de bijkomende uitgave van € 200.000 onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 200.000 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 tijdens de onderhavige zitting goedgekeurd zullen worden;

Beslist akte te nemen, in toepassing van artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissing van het schepencollege van 16 oktober 2012, inzake de gunning van de opdracht via een openbare aanbesteding bij hoogdringendheid met een publicatietermijn van 10 dagen en tot goedkeuring van het bestek en de raming van € 200.000 (incl. btw) onder artikel 764/724-60/85 voor de montage, het gebruik door een derde en de demontage van een steiger om het huidig vals plafond, dat dreigt te vallen, te verwijderen.

**- M. Wynants rentre –
- de h. Wynants komt de zaal binnen -**

Objet 4A – 9 : Piscine Longchamp.- Montage, utilisation par un tiers et démontage d'un échafaudage de pied.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Considérant qu'en mai 2012 des lattes du faux-plafond de la piscine Longchamp se sont détachées et sont tombées obligeant ainsi notre Administration à fermer la piscine par mesure de sécurité;

Considérant que la piscine est classée et que la Direction des Monuments et Sites n'autorise pas le remplacement du faux-plafond par un autre système sans une procédure de demande de permis, procédure qui peut durer de 6 mois à un an;

Considérant que si la Commune d'Uccle souhaite rouvrir la piscine Longchamp afin de remplir la mission de service public qui lui est dévolue, il faudra démonter et fonctionner sans le faux-plafond;

Considérant que le phénomène de détachement des lattes s'amplifie et que ces lattes menacent de tomber avec le risque d'endommager les installations de la piscine telles que les fenêtres, le carrelage, les bassins,...;

Considérant que le service BCM et la firme Sophia Engineering ont rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le service BCM prévoit une dépense totale de 200.000 €;

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2012 à l'article 764/724-60/85;

Vu qu'aucun crédit n'est disponible au budget 2012;

Vu qu'il y a urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles;

Vu la décision du Collège échevinal en séance du 16 octobre 2012 de pourvoir à la dépense pour le montage, l'utilisation par un tiers et le démontage d'un échafaudage de pied pour permettre l'enlèvement du faux-plafond actuel qui risque de tomber;

Vu la délibération du Collège échevinal de communiquer la décision précitée au Conseil communal en l'invitant à admettre une dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 200.000 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la décision du Collège échevinal d'approuver les conditions du marché en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Admet la dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 200.000 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

Onderwerp 4A – 9 : Zwembad Longchamp.- Montage, gebruik door een derde en demontage van een steiger.- Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Overwegende dat er in mei 2012 latten van het vals plafond van het zwembad Longchamp zijn losgekomen en gevallen waardoor ons bestuur het zwembad om veiligheidsredenen moest sluiten;

Overwegende dat het zwembad beschermd is en de directie Monumenten en Landschappen de vervanging van het vals plafond door een ander systeem niet toelaat zonder een aanvraag voor een vergunning, een procedure die 6 tot 12 maand kan duren;

Overwegende dat, indien de gemeente Ukkel het zwembad Longchamp wil heropenen om deze openbare dienst te kunnen aanbieden, het vals plafond gedemonteerd moet worden en het zwembad zonder vals plafond moet werken;

Overwegende dat het probleem van de loskomende latten erger wordt en deze latten dreigen te vallen op de installaties van het zwembad zoals ramen, tegels, bassins,...;

Overwegende dat de dienst GGO en de onderneming Sophia Engineering het bestek hebben opgemaakt;

Overwegende dat de dienst GGO een totale uitgave voorziet van € 200.000;

Overwegende dat de uitgave onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2012 valt;

Aangezien er geen kredieten beschikbaar zijn in de begroting 2012;

Gelet op de dringende noodzaak door onvoorziene omstandigheden;

Gelet op de beslissing van het schepencollege in zitting van 16 oktober 2012 om te voorzien in de uitgave voor de montage, het gebruik door een derde en de demontage van een steiger om het huidig vals plafond, dat dreigt te vallen, te verwijderen;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege om de voormelde beslissing mee te delen aan de gemeenteraad met het verzoek een bijkomende uitgave goed te keuren onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 200.000 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het schepencollege tot goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht in toepassing van artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Verleent zijn goedkeuring aan de bijkomende uitgave onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 200.000 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.

Objet 4A – 10 : Piscine Longchamp.- Dépose et stockage du faux-plafond.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Considérant qu'en mai 2012 des lattes du faux-plafond de la piscine du Longchamp se sont détachées et sont tombées obligeant ainsi notre Administration à fermer la piscine;

Considérant que la réouverture de la piscine n'est envisageable que si la sécurité des utilisateurs et du personnel est assurée;

Considérant qu'une solution alternative de faux plafond ne peut être prise en considération qu'avec l'accord des Monuments et Sites vu le classement de la piscine;

Considérant la longueur de cette procédure, le service des Travaux propose par mesure de sécurité de démonter et de stocker le faux-plafond actuel;

Considérant que le service BCM a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 30.000 €;

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2012 à l'article 764/724-60/85;

Vu qu'aucun crédit n'est disponible au budget 2012;

Vu la décision du Collège échevinal en séance du 9 octobre 2012 de pourvoir à la dépense de la dépose et du stockage du faux-plafond de la piscine du Longchamp;

Vu la délibération du Collège échevinal de communiquer la décision précitée au Conseil communal en l'invitant à admettre une dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 30.000 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la décision du Collège échevinal d'approuver les conditions du marché en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale,

Admet la dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 30.000 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

Onderwerp 4A – 10 : **Zwembad Longchamp: demontage en opslag van het vals plafond - Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Overwegende dat er in mei 2012 latten van het vals plafond van het zwembad Longchamp zijn losgekomen en gevallen waardoor ons bestuur het zwembad om veiligheidsredenen moest sluiten;

Overwegende dat het zwembad pas heropend kan worden als de veiligheid van de gebruikers en het personeel verzekerd kan worden;

Overwegende dat een alternatieve oplossing voor het vals plafond enkel overwogen kan worden met de goedkeuring van Monumenten en Landschappen, aangezien het zwembad beschermd is;

Overwegende dat de dienst Werken als veiligheidsmaatregel de demontage en de opslag van het huidig vals plafond voorstelt, aangezien deze procedure lang duurt;

Overwegende dat de dienst GGO het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 30.000;

Overwegende dat de uitgave onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2012 valt;

Aangezien er geen kredieten beschikbaar zijn in de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het schepencollege in zitting van 9 oktober 2012 om te voorzien in de uitgave voor de demontage en de opslag van het vals plafond van het zwembad Longchamp;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege om de voormelde beslissing mee te delen aan de gemeenteraad met het verzoek een bijkomende uitgave goed te keuren onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 30.000 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het schepencollege tot goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Verleent zijn goedkeuring aan de bijkomende uitgave onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 30.000 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.

Objet 4A – 11 : **Piscine Longchamp.- Remplacement des bouches d'aspiration et de refoulement des bassins.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Considérant que, suite à la chute de lattes de faux plafond, la piscine du Longchamp a dû être fermée en vue d'assurer la sécurité des visiteurs;

Considérant que le faux plafond sera tout prochainement démonté afin de permettre la réouverture de la piscine en toute sécurité;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer les bouches d'aspiration/refoulement car celles-ci présentent des fuites et ne répondent plus aux normes;

Considérant que ces travaux doivent être faits tant que les bassins sont vides et qu'après la réouverture, ceux-ci ne seront plus vidés avant au moins un an;

Considérant qu'il est donc urgent d'entreprendre les travaux de remplacement des bouches d'aspiration/refoulement avant la réouverture de la piscine et le remplissage des bassins;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 50.000,00 € (T.V.A. comprise);

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2012 à l'article 764/724-60/85;

Vu qu'aucun crédit n'est disponible au budget 2012;

Vu la décision du Collège échevinal en séance du 9 octobre 2012 de pourvoir à la dépense pour le remplacement des bouches d'aspiration et de refoulement des bassins de la piscine du Longchamp;

Vu la délibération du Collège échevinal de communiquer la décision précitée au Conseil communal en l'invitant à admettre une dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 50.000,00 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la décision du Collège échevinal d'approuver les conditions du marché en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale,

Admet la dépense supplémentaire à l'article 764/724-60/85 pour un montant de 50.000,00 € et une recette d'un montant équivalent à l'article 764/961-51/35 en application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

Onderwerp 4A – 11 : **Zwembad Longchamp.- Vervanging van zuigmonden/terugvoergaten van bassins.- Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Overwegende dat het zwembad Longchamp gesloten moest worden - door vallende latten van het vals plafond - om de veiligheid van de bezoekers te garanderen;

Overwegende dat het vals plafond binnenkort gedemonteerd zal worden om het zwembad in veilige omstandigheden te kunnen heropenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de vervanging van de zuigmonden/terugvoergaten aangezien deze lekken vertonen en niet meer aan de normen voldoen;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden als de bassins leeg zijn en deze na de heropening pas na minstens een jaar geleegd zullen worden;

Overwegende dat de zuigmonden/terugvoergaten dringend vervangen moeten worden voor de heropening van het zwembad en het vullen van de bassins;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 50.000,00 (incl. btw);

Overwegende dat de uitgave onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2012 valt;

Aangezien er geen kredieten beschikbaar zijn in de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het schepencollege in zitting van 9 oktober 2012 om te voorzien in de uitgave voor de vervanging van de zuigmonden/terugvoergaten van de bassins van het zwembad Longchamp;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege om de voormelde beslissing mee te delen aan de gemeenteraad met het verzoek een bijkomende uitgave goed te keuren onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 50.000,00 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het schepencollege tot goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Verleent zijn goedkeuring aan de bijkomende uitgave onder artikel 764/724-60/85 voor een bedrag van € 50.000,00 en een ontvangst van een gelijk bedrag onder artikel 764/961-51/35 in toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.

Objet 4A – 12 : Illuminations de fin d'année 2012.- Adaptation câbles électriques en façade rue chaussée d'Alseberg, 740.

Le Conseil,

Considérant qu'une rénovation de bâtiment a eu lieu au 740, chaussée d'Alseberg, des travaux d'adaptation de câbles électriques des illuminations de fin d'année sont nécessaires;

Vu que ces câbles appartiennent à la Commune d'Uccle;

Vu que ce travail impose de passer les câbles en façade, qu'il faut s'assurer que le travail soit bien fait et que cette intervention ne cause ultérieurement pas de problème;

Vu que ce câble est nécessaire pour pouvoir pendre les illuminations de fin d'année nous demandons à l'assemblée d'approuver la demande d'adaptation de câbles;

Vu que le montant de la dépense est inférieur à 5.500 €, le marché peut être passé par procédure négociée sur simple facture acceptée;

Vu qu'une seule offre a été demandée à la firme qui a été désignée en séance du 8 novembre 2011 (4A-692) pour l'entretien des câbles d'illuminations de fin d'année,

Décide d'approuver :

- 1) l'estimation de la dépense, soit 635,25 € TVA comprise à imputer sur l'article 520/731-60/-/82 du budget extraordinaire 2012;
- 2) la passation du marché par procédure négociée sur simple facture acceptée avec consultation d'une seule firme;
- 3) le financement de la dépense par le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 12 : Eindejaarsverlichting voor het jaar 2012.- Aanpassingswerken voor de elektrische kabels in de voorgevel van het gelegen Alsebergsesteenweg, 740.

De Raad,

Gelet op het feit dat het gebouw gelegen aan de Alsebergsesteenweg, 740, gerenoveerd werd, zijn er aanpassingswerken vereist aan de elektrische kabels voor de eindejaarsverlichtingen;

Aangezien deze kabels eigendom zijn van de gemeente Ukkel;

Aangezien deze werken de plaatsing van de kabels in de voorgevel vereisen en deze correct geplaatst moeten worden zodat deze aanpassingswerken geen probleem veroorzaken voor de toekomst;

Aangezien deze kabel nodig is om de eindejaarsverlichting op te hangen, vragen wij aan de Vergadering om dit verzoek goed te keuren;

Aangezien het bedrag van de kosten minder is dan 5.500 € kan deze opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudig aanvaarde factuur afgesloten worden;

Aangezien één enkele offerte werd aangevraagd aan de firma die aangeduid werd in zitting van het College van 8 november 2011 (4A-692) voor het onderhoud van de kabels van de eindejaarsverlichting;

Besluit de goedkeuring van :

- 1) de raming van de uitgave op 635,25 € BTW inbegrepen ten laste van het artikel 520/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2012;
- 2) de gunning van een opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudig aanvaarde factuur;
- 3) de financiering van de uitgaven door het Reservefonds.

Objet 4A – 13 : Illuminations de fin d'année 2012.- Adaptation câbles électriques en façade rue Vanderkindere, 301.

Le Conseil,

Considérant qu'une rénovation de bâtiment a eu lieu au 301, rue Vanderkindere, des travaux d'adaptation de câbles électriques des illuminations de fin d'année sont nécessaires;

Vu que ces câbles appartiennent à la Commune d'Uccle;

Vu que ce travail impose de passer les câbles en façade, qu'il faut s'assurer que le travail soit bien fait et que cette intervention ne cause ultérieurement pas de problème;

Vu que ce câble est nécessaire pour pouvoir pendre les illuminations de fin d'année nous demandons à l'assemblée d'approuver la demande d'adaptation de câbles;

Vu que le montant de la dépense est inférieur à 5.500 €, le marché peut être passé par procédure négociée sur simple facture acceptée;

Vu qu'une seule offre a été demandée à la firme qui a été désignée en séance du 8 novembre 2011 (4A-692) pour l'entretien des câbles d'illuminations de fin d'année,

Décide d'approuver :

1) l'estimation de la dépense, soit 635,25 € TVA comprise à imputer sur l'article 520/731-60/82 du budget extraordinaire 2012.

2) la passation du marché par procédure négociée sur simple facture acceptée avec consultation d'une seule firme;

3) le financement de la dépense par le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 13 : Eindejaarsverlichting voor het jaar 2012.- Aanpassingswerken voor de elektrische kabels in voorgevel voor het goed gelegen Vanderkinderestraat, 301.

De Raad,

Gelet op het feit dat het gebouw gelegen aan de Vanderkinderestraat, 301, gerenoveerd werd, zijn er aanpassingswerken vereist aan de elektrische kabels voor de eindejaarsverlichtingen;

Aangezien deze kabels eigendom zijn van de gemeente;

Aangezien deze werken de plaatsing van de kabels in de voorgevel vereisen en deze correct geplaatst moeten worden zodat deze aanpassingswerken geen probleem veroorzaken voor de toekomst;

Aangezien deze kabel nodig is om de eindejaarsverlichting op te hangen, vragen wij aan de Vergadering om dit verzoek goed te keuren;

Aangezien het bedrag van de kosten minder is dan 5.500 € kan deze opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudig aanvaarde factuur afgesloten worden;

Aangezien één enkele offerte werd aangevraagd aan de firma die aangeduid werd in zitting van het College van 8 november 2011 (4A-692) voor het onderhoud van de kabels van de eindejaarsverlichting;

Besluit de goedkeuring van :

1) de raming van de uitgave op 635,25 € BTW inbegrepen ten laste van het artikel 520/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2012;

2) de gunning van een opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudig aanvaarde factuur;

3) de financiering van de uitgaven door het Reservefonds.

Objet 4D – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 2.C.- L'accès est interdit, sauf pour la circulation locale, sur les voies ci-après :

2.C.82.- Rue François Vervloet, de la rue Egide Van Ophem jusqu'au n° 12;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.238.- Rue Emile Lecomte, 20;

Rectifications :

Article 1.C.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes :

1.C.142.- Avenue René Gobert, de la chaussée de Waterloo à la rue du Framboisier;

Article 2.C.- L'accès est interdit, sauf pour la circulation locale, sur les voies ci-après :

2.C.38.- Rue du Melkriek;

2.C.61.- Rue François Vervloet;

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes :

2.D.1.- Rue du Coq, dans le tronçon compris entre la rue des Moutons et la chaussée d'Alseberg, le premier dimanche du mois, de 14h à 17h, de mai à octobre;

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.28.- Rue Papenkasteel, entre la chaussée de Saint-Job et la rue de Verrewinkel, dans les deux sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.29.- Avenue de la Chênaie, dans les deux sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.30.- Rue Engeland, de la chaussée de Saint-Job à la rue de Verrewinkel, dans les deux sens et de la rue de Verrewinkel à la rue des Bigarreux : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.40.- Rue de Verrewinkel, dans les deux sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.41.- Avenue de Beersel, de la chaussée de Drogenbos jusqu'à la limite communale et de la rue Molensteen à la chaussée de Drogenbos : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.253.- Rue du Ham, du côté opposé au n° 45;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.197.- Place Homère Goossens, le dimanche de 6 h 00 à 17 h 00 "Marché-Markt";

14.245.- Place Homère Goossens, du n° 7 au n° 2, le dimanche de 6h00 à 17h00 "Marché-Markt";

Nouvelles dispositions :

Article 2.C.- L'accès est interdit, sauf pour la circulation locale, sur les voies ci-après :

2.C.89.- Avenue des Ronces;

2.C.90.- Avenue du Feuillage;

2.C.91.- Drève du Caporal;

2.C.92.- Rue du Lama;

2.C.93.- Rue de l'Antilope;

2.C.94.- Rue Georges Ugeux;

2.C.95.- Rue du Chamois;

2.C.96.- Chemin de la Truite;

2.C.97.- Avenue Dolez, entre l'avenue des Hospices et la rue de Percke;

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.42.- Avenue des Paysages, dans les deux sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.43.- Avenue Blücher, entre l'avenue de la Pinède et la drève Pittoresque, dans les deux sens: 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.44.- Rue de Percke, entre l'avenue de la Sapinière et la drève Pittoresque, dans les deux sens: 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.45.- Avenue des Aubépines, dans les deux sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.46.- Chemin des Pins : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.47.- Avenue des Sorbiers, dans les 2 sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.48.- Avenue de la Petite Espinette, dans les 2 sens : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.49.- Avenue d'Hougoumont: 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

Article 9.- Un sens obligatoire de circulation est instauré sur les voies ci-après :

9.1- par des panneaux de signalisation D.1.

9.1.3.- Clos du Drossart, autour de l'îlot;

Article 13.D.- Des flèches de sélection sont tracées sur les voies ci-après à l'approche du ou des carrefours mentionnés à la suite de chacune d'elles :

13.D.16.- Rue Vanderkindere, à l'approche du carrefour formé avec la chaussée d'Alseberg;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.456.- Rue du Wolvenberg au carrefour avec la rue des Trois Arbres;

13.E.457.- Avenue Bel-Air au carrefour avec la rue Gabrielle;

13.E.458.- Rue Joseph Hazard au carrefour avec l'avenue Bel-Air;

13.E.459.- Rue des Trois Arbres au carrefour avec la rue du Wolvenberg;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.289.- Clos du Drossart, au droit de l'accès carrossable commun aux n°s 7 et 9;

13.J.290.- Chaussée de Saint-Job, n° 554 sur une distance de 5m80;

13.J.291.- Rue Groeselenberg, 204;

13.J.292.- Rue Rouge, 59 (2 zones);

13.J.293.- Rue Langeveld, 115A-121 (2 zones);

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètre minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.130.- Clos du Drossart, côté impair, du n° 9 au n° 44;

Article 22.F.- Des dispositifs surélevés sont aménagés aux endroits suivants (plateaux):

22.F.76.- Avenue Bel-Air au carrefour avec la rue Joseph Hazard.

Onderwerp 4D – 1 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 2.C.- Op navolgende wegen is de toegang verboden, behalve voor plaatselijk verkeer :

2.C.82.- François Vervloetstraat, van de Egide Van Ophemstraat tot het nr 12;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.238.- Emile Lecomtestraat, 20;

Verbeteringen :

Artikel 1.C.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder verboden te rijden in de richting en op het wegvak, als aangeduid voor elk van deze wegen, uitgezonderd voor fietsers :

1.C.142.- René Gobertlaan, van de Waterloosesteenweg tot de Frambozenstruikstraat;

Artikel 2.C.- Op navolgende wegen is de toegang verboden, behalve voor plaatselijk verkeer

:

2.C.38.- Melkriekstraat;

2.C.61.- François Vervloetstraat;

Artikel 2.D.- De navolgende plaatsen zijn voorbehouden voor spel tijdens bepaalde periodes :

2.D.1.- Haanstraat, in het gedeelte tussen de Schapenstraat en de Alsebergsesteenweg, de eerste zondag van de maand, van 14 tot 17 uur, van mei tot oktober;

Artikel 4.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder van voertuigen met een gewicht hoger dan het vermelde gewicht verboden te rijden :

4.A.28.- Papenkasteelstraat, tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Verrewinkelstraat, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.29.- Eikenboslaan, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.30.- Engelandstraat, van de Sint-Jobsesteenweg tot de Verrewinkelstraat, in de 2 richtingen en van de Verrewinkelstraat tot de Vleeskersenstraat : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.40.- Verrewinkelstraat, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.41.- Beersellaan, van de Drogenbossesteenweg tot de gemeentelijke grens en van de Molensteenstraat tot de Drogenbossesteenweg : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald:

13.J.253.- Hamstraat, van de kant tegenover het nr 45;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.197.- Homère Goossensplein, op zondag van 6 tot 17 uur "Marché-Markt";

14.245.- Homère Goossensplein, van het nr 7 tot het nr 2, op zondag van 6 tot 17 uur "Marché-Markt";

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.C.- Op navolgende wegen is de toegang verboden, behalve voor plaatselijk verkeer

:

2.C.89.- Braamstruikenlaan;

2.C.90.- Gebladertelaan;

2.C.91.- Korporaaldreef;

2.C.92.- Lamastraat;

2.C.93.- Antilopestraat;

2.C.94.- Georges Ugeuxstraat;

2.C.95.- Gemsstraat;

2.C.96.- Forelweg;

2.C.97.- Dolezlaan, tussen de Godshuizenlaan en de de Perckestraat;

Artikel 4.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder van voertuigen met een gewicht hoger dan het vermelde gewicht verboden te rijden :

4.A.42.- Landschappenlaan, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.43.- Blücherlaan, tussen de Pijnboslaan en de Schilderachtige dreef, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.44.- De Perckestraat, tussen de Denneboslaan en de Schilderachtige dreef, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

- 4.A.45.- Hagedoornlaan, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);
4.A.46.- Pijnbomenweg : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);
4.A.47.- Lijsterbessebomenlaan, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);
4.A.48.- Kleine Hutlaan, in de 2 richtingen : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);
4.A.49.- Hougomontlaan : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);
Artikel 9.- Een verplichte rijrichting wordt ingesteld in de volgende wegen :
9.1- door verkeersborden D.1.
9.1.3.- Drossartgaarde, rond het plein;
Artikel 13.D.- Voorsorteringspijlen worden aangebracht op de onderstaande wegen bij het naderen van de vermelde kruispunten :
13.D.16.- Vanderkinderestraat, vlakbij het kruispunt met de Alsebergsesteenweg;
Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :
13.E.456.- Wolvenbergstraat aan het kruispunt met de Drie Bomenstraat;
13.E.457.- Schoon Uitzichtlaan aan het kruispunt met de Gabriellestraat;
13.E.458.- Joseph Hazardstraat aan het kruispunt met de Schoon Uitzichtlaan;
13.E.459.- Drie Bomenstraat aan het kruispunt met de Wolvenbergstraat;
Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :
13.J.289.- Drossartgaarde, ter hoogte van de gemeenschappelijke autoinrit aan de nr 7 en 9;
13.J.290.- Sint-Jobsesteenweg, nr 554 over een afstand van 5m80;
13.J.291.- Groeselenbergstraat, 204;
13.J.292.- Rodestraat, 59 (2 zones);
13.J.293.- Langeveldstraat, 115A-121 (2 zones);
Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :
20.130.- Drossartgaarde, oneven kant, van het nr 9 tot het nr 44;
Artikel 22.F.- Op de volgende plaatsen worden verhoogde inrichtingen voorzien (plateaus) :
22.F.76.- Schoon Uitzichtlaan aan het kruispunt met de Joseph Hazardstraat.

- Mme Cattoir quitte la séance -
- Mevr Cattoit verlaat de zitting -

Objet 6A – 1 : **Comptes annuels de l'exercice 2012.**

Onderwerp 6A – 1 : **Jaarrekening van het dienstjaar 2012.**

Objet 6A – 2 : **Budget 2012.- Approbation des modifications budgétaires n°s 1 (service ordinaire) et 2 (service extraordinaire). #**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 26 avril 2012 relative aux modifications budgétaires n°1 (service ordinaire) et n°2 (service extraordinaire) du budget 2012;

Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité communale,

Prend acte de ce que sa délibération du 26 avril 2012 relative aux modifications budgétaires n°1 (service ordinaire) et n°2 (service extraordinaire) du budget 2012 est devenue exécutoire par expiration du délai sans remarques de l'autorité de Tutelle.

Onderwerp 6A – 2 : **Begroting 2012.- Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 1 (gewone dienst) en nr 2 (buitengewone dienst). #**

De Raad,

Gezien zijn beraadslaging van 26 april 2012 betreffende de begrotingswijzigingen nr1 (gewone dienst) en nr2 (buitengewone dienst) van de begroting 2012;

Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,

Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 26 april 2012 betreffende de begrotingswijzigingen nr1 (gewone dienst) en nr2 (buitengewone dienst) van de begroting 2012 uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn zonder opmerkingen van de Voogdij overheid.

Objet 6A – 3 : **Budget 2012.- Approbation de la modification budgétaire n°3 (service extraordinaire).**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 28 juin 2012 relative à la modification budgétaire n°3 du budget 2012 (service extraordinaire);

Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité communale,

Prend acte de ce que sa délibération du 28 juin 2012 relative à la modification budgétaire n°3 du budget 2012 (service extraordinaire) est devenue exécutoire par expiration du délai sans remarques de l'autorité de Tutelle.

Onderwerp 6A – 3 : **Begroting 2012.- Goedkeuring van de begrotingswijziging nr3 (buitengewone dienst).**

De Raad,

Gezien zijn beraadslaging van 28 juni 2012 betreffende de begrotingswijziging nr3 van de begroting 2012 (buitengewone dienst);

Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,

Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 28 juni 2012 betreffende de begrotingswijziging nr3 van de begroting 2012 (buitengewone dienst) uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn zonder opmerkingen van de Voogdijoverheid.

- M. Biermann sort –
- de h. Biermann verlaat de zaal -

Objet 6A – 4 : **Taxe sur les antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voir hertzienne.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que la Cour constitutionnelle, dans un arrêt du 15 décembre 2011, n° 189/2011, a décidé que : "Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98, § 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition ne viole pas l'article 170, § 4 de la Constitution";

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mars 2012 : "Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a dit dans son arrêt n° 189/2011 du 15 décembre 2011, la nécessité de l'intervention législative fédérale n'est donc établie qu'à l'égard de l'utilisation du domaine public et pour les seules installations visées par l'article 98, § 2. Cette disposition n'interdit dès lors pas aux provinces de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la province par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité";

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 1er juin 2012 : "aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité";

Vu la situation financière de la Commune;

Vu que la taxation des antennes relais de GSM ou mobilophonie a été indispensable pour assurer un maintien de l'équilibre budgétaire communal au cours des exercices fiscaux 2006 à 2010.

Vu la nécessité de maintenir pour les exercices 2012 à 2018 un équilibre entre les recettes et les dépenses de la commune;

Considérant qu'il convient d'exonérer les antennes affectées à un service d'utilité public et utilisées à cette seule fin,

REGLEMENT

Article 1 :

Il est établi au profit de la commune d'Uccle à partir du 1^{er} janvier 2012 et pour une période se terminant le 31 décembre 2018, une taxe annuelle sur les antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne.

Par antenne, il faut entendre tout système d'émission conçu pour émettre ou capter un signal de radio télécommunication par ondes électromagnétiques.

Article 2 :

La taxe est établie en fonction de la puissance de l'antenne et est fixée comme suit :

50 € par **dBm** pour toute antenne visée par l'article 1^{er}.

Par dBm, il faut entendre le rapport de puissance en décibels (dB) entre la puissance mesurée et un milliwatt (mW)).

Ce montant sera augmenté au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 3 %.

montant en €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	50	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96	59,70

Article 3 :

La taxe est due pour l'année civile entière par le titulaire d'un droit réel sur l'antenne ou à défaut de déterminer le titulaire d'un droit réel sur l'antenne par le titulaire d'un droit d'exploiter l'antenne, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement de l'antenne.

La détermination du redevable se fait en fonction des données communiquées dans la déclaration.

Article 4 :

Sont exonérées de la taxe :

a) les personnes (physiques ou morales) utilisant des antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne en dehors d'une activité commerciale ou lucrative.

b) les antennes relais de GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public. Ne peut être considéré comme exploité à des fins de service public, l'antenne exploitée par des personnes physiques ou morales poursuivant un but de lucre.

c) Le réseau de télécommunications ASTRID créé en exécution de la loi du 8 juin 1998 (Moniteur belge du 13 juin 1998) relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité.

Article 5 :

§ 1. L'Administration communale adresse chaque année au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration doit en réclamer une à l'Administration et la renvoyer dûment remplie, datée et signée avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§ 3. En cas de modification de la base imposable ainsi que pour toute nouvelle exploitation d'antennes, une nouvelle déclaration devra être faite auprès de l'Administration communale endéans les 15 jours de cette modification.

Article 6 :

§ 1. Conformément à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1996, la non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe d'après les éléments dont l'Administration communale peut disposer.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§ 3. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Si, endéans ce délai, le redevable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 4. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant de 100 %.

§ 5. Les infractions au présent règlement sont constatées par le ou les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7 :

Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8 :

§ 1. Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Pour être recevable, la réclamation doit être faite par écrit. Sous peine de déchéance, la réclamation est introduite par envoi postal ou remise contre accusé de réception à la commune dans un délai de 6 mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

En outre, la réclamation doit être dûment motivée.

§ 2. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

Onderwerp 6A – 4 : **Belasting op relaisantennes van GSM's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven.**

De Raad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien het Grondwettelijk Hof in arrest 189/2011 van 15 december 2011 het volgende heeft beslist : *"In de interpretatie volgens welke artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de gemeenten verbiedt de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire redenen of andere redenen, schendt die bepaling artikel 170, § 4, van de Grondwet."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 30 maart 2012: *"Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 beslist dat de noodzaak van een federaal wetgevend optreden dus enkel vaststaat ten aanzien van het gebruik van het openbaar domein en uitsluitend voor de installaties bedoeld in artikel 98, § 2. Voornoemde bepaling verbiedt derhalve de provincies niet om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de provincie verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-masten, -pylonen of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 1 juni 2012 : *"Aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité."*;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Aangezien de belasting op relaisantennes van gsm's of mobilofonie onontbeerlijk was voor het behoud van het gemeentelijk begrotingsevenwicht in de loop van de aanslagjaren 2006 tot 2010;

Gelet op de noodzaak om een evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven van de gemeente te behouden voor de dienstjaren 2012 tot 2018;

Overwegende dat antennes, bestemd voor een openbare dienst en enkel hiervoor gebruikt, vrijgesteld zouden moeten worden,

REGLEMENT

Artikel 1 :

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel vanaf 1 januari 2012 tot 31 december 2018 een jaarlijkse belasting geheven op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven.

Onder antenne wordt verstaan: elk zendsysteem ontworpen om een radiotelecommunicatiesignaal uit te zenden of te ontvangen via elektromagnetische golven.

Artikel 2 :

De belasting hangt af van het vermogen van de antenne en is als volgt vastgelegd :
€ 50 per **dBm** voor elke antenne zoals bedoeld in artikel 1.

Onder dBm wordt verstaan: de vermogensverhouding in decibel (dB) van het gemeten vermogen ten opzichte van 1 milliwatt (mW).

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 3 %.

Bedrag in €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	50	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96	59,70

Artikel 3 :

De belasting is verschuldigd voor een volledig kalenderjaar door de houder van een reëel recht op de antenne of, indien de houder van een reëel recht op de antenne niet vastgesteld kan worden, door de houder van een uitbatingsrecht van de antenne, ongeacht de installatieperiode en de werkingsduur van de antenne.

De bepaling van de belastingplichtige gebeurt op basis van de gegevens die op de aangifte werden vermeld.

Artikel 4 :

Zijn van de belasting vrijgesteld :

de personen (natuurlijke personen of rechtspersonen) die relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven niet voor commerciële of lucratieve activiteiten gebruiken.

de relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, uitgebaat voor doelstellingen van militaire aard of van openbare diensten. Wordt niet beschouwd als uitbating voor doelstellingen van openbare diensten: de antenne, uitgebaat door natuurlijke personen of rechtspersonen die een lucratieve doelstelling nastreven.

het telecommunicatienetwerk ASTRID, opgericht in uitvoering van de wet van 8 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 13 juni 1998) betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

Artikel 5 :

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen voor de vervalddag die op dit formulier vermeld staat.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet een formulier aanvragen bij het bestuur en dit behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen voor de vervalddag die op dit formulier vermeld staat.

§ 3. In geval van wijziging van de belastbare grond en voor elke nieuwe uitbating van antennes moet een nieuwe aangifte opgesteld worden bij het gemeentebestuur binnen de 15 dagen van deze wijziging.

Artikel 6 :

§ 1. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 24 december 1996 wordt, bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, de belasting ambtshalve ingekohierd volgens de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken.

§ 2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden. Indien de belastingplichtige binnen deze termijn geen enkele opmerking heeft geformuleerd, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

§ 4. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden vermeerderd met een bedrag van 100 %.

§ 5. De inbreuken op het onderhavige reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaar(s) die hiervoor speciaal werd(en) aangesteld door het college van burgemeester en schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 7 :

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 8 :

§ 1. De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

Om ontvankelijk te zijn moet het bezwaar schriftelijk gebeuren en moet het ingediend worden via de post of tegen een ontvangstbewijs overhandigd worden aan de gemeente binnen een termijn van 6 maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet.

Het bezwaar moet bovendien behoorlijk gemotiveerd worden.

De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

Objet 6B – 1 : Economie ucloise.- Organisation d'activités ambulantes sur les marchés publics, modification du règlement quant à l'horaire du marché Bio et de produits artisanaux place Homère Goossens.

Le Conseil,

Vu qu'en pratique, il se justifie que les horaires du marché doivent être modifiés;

Que d'autres modifications de ce genre pourraient intervenir;

Qu'il est dès lors plus facile de prévoir une délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour ces petites modifications;

Attendu que le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics, prévoit en son article 1 - point 2 :

"La commune organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

LIEU : Place Homère Goossens

JOUR : Dimanche

HEURE : de 8h00 à 14h00 - Accessible au public de 9h00 à 13h00;

SPECIALISATION : produits de haute qualité et Bio";

Modifie cet article comme il suit :

"La commune organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

LIEU : Place Homère Goossens

JOUR : Dimanche

HEURE : de 8h00 à 17h00 - Accessible au public de 9h00 à 16h00;

SPECIALISATION : produits de haute qualité et Bio";

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut modifier le cas échéant les jours et heures du marché.

Ratifie cette décision.

Onderwerp 6B – 1 : **Ukkelse economie.- Organisatie van ambulante activiteiten op openbare markten.- Wijziging van het reglement m.b.t. de openingstijden van de markt van biologische en ambachtelijke producten op het Homère Goossensplein.**

De Raad,

Aangezien het in de praktijk gerechtvaardigd is de openingsuren van de markt te wijzigen;

Aangezien andere wijzigingen van dit type zich zouden kunnen voordoen;

Aangezien het bijgevolg makkelijker is het college van burgemeester en schepenen een volmacht te geven om deze kleine wijzigingen door te voeren;

Aangezien het reglement inzake ambulante activiteiten op openbare markten onder artikel 1 – punt 2 het volgende voorziet :

"De gemeente richt op het openbaar domein volgende openbare markten in :

PLAATS : Homère Goossensplein

DAG : zondag

UUR : van 8u00 tot 14u00. Toegankelijk voor het publiek van 9u00 tot 13u00

SPECIALISATIE : kwaliteitsproducten en biologische";

Wijzigt dit artikel als volgt :

"De gemeente richt op het openbaar domein volgende openbare markten in :

PLAATS : Homère Goossensplein

DAG : zondag

UUR : van 8u00 tot 17u00. Toegankelijk voor het publiek van 9u00 tot 16u00

SPECIALISATIE : kwaliteitsproducten, biologische";

Het college van burgemeester en schepenen mag desgevallend de dagen en uren van de markt wijzigen.

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 6C – 1 : **Service Vert.- Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 25 septembre 2012 - Fourniture et pose de clôtures et accessoires - 39.996,55 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;

- 16 octobre 2012 - Aménagement d'un jardin écologique démonstratif - 39.990 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 6C – 1 : **Groendienst.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 25 september 2012 - Levering en plaatsen van afsluitingen en toebehoren - 39.996,55 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 16 oktober 2012 - Inrichten van een demonstratie-ecologische tuin - 39.990 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

**- M. Biermann rentre –
- de h. Biermann komt de zaal binnen -**

Objet 7B – 1 : C.P.A.S.- Budget 2012.- Approbation des modifications budgétaires n° 1 (Service exploitation et investissement).

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2012;

Vu les articles 26bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 29 août 2012, parvenue à notre administration le 17 septembre 2012, le Conseil de l'Action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 1 du service exploitation et service investissement;

Attendu que ces décisions n'augmentent pas l'intervention communale,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

Onderwerp 7B – 1 : O.C.M.W.- Begroting 2012.- Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 1 (exploitatie dienst en investering dienst).

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2012 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;

Gelet op de artikels 26bis en 88, § 2 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bij beraadslaging van 29 augustus 2012, bij het Gemeentebestuur aangekomen op 17 september 2012, besloten heeft de wijzigingen nr 1 (exploitatie dienst en investering dienst) goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,

Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

Objet 8 – 1 : A.S.B.L. Le Val d'Uccle.- Bilan de l'exercice 2011 et budget de l'exercice 2013.

Le Conseil,

Prend connaissance du bilan de l'A.S.B.L. Le Val d'Uccle pour l'exercice 2011 et du budget pour l'exercice 2013;

Et les approuve à l'unanimité, sous réserve du montant qui sera inscrit au budget communal pour l'exercice 2013.

Onderwerp 8 – 1 : V.Z.W. Le Val d'Uccle.- Balans van het dienstjaar 2011 en begroting van het dienstjaar 2013.

De Raad,

Neemt kennis van de balans van de V.Z.W. Le Val d'Uccle voor het dienstjaar 2011 en van de begroting van het dienstjaar 2013;

En keurt ze éénparig goed, onder voorbehoud van het bedrag dat ingeschreven zal worden op de gemeentebegroting 2013.

Objet 9 – 1 : A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Compte et bilan au 31 décembre 2011.- Approbation.

Le Conseil,

Vu la circulaire ministérielle émanant du Ministre de la Région Bruxelloise et relative aux comptes et budgets des communes de la Région bruxelloise;

Considérant qu'en vertu des instructions contenues dans la circulaire précitée, un contrôle effectif doit être exercé par les administrateurs locaux à l'égard des dépenses facultatives afférentes à des services de caractère social, culturel ou sportif mis à la disposition de l'ensemble de la population par des organismes ayant une structure juridique;

Que les comptes des A.S.B.L. subsidiées par la commune doivent dès lors être soumis à l'approbation du Conseil communal;

Considérant qu'en date du 14 mai 1958, il a été constitué, conformément à la loi du 27 juin 1921, entre la commune d'Uccle et d'autres membres fondateurs une association sans but lucratif dénommée "Association Culturelle et Artistique d'Uccle";

Vu le bilan arrêté au 31 décembre 2011 ainsi que le compte des Pertes et Profits arrêté à la même date,

Approuve le compte et le bilan arrêté à la date du 31 décembre 2011.

Onderwerp 9 – 1 : V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Rekening en balans op 31 december 2011.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Ministeriële omzendbrief uitgaande van het Ministerie van het Brussels Gewest betreffende de rekeningen en begrotingen van de gemeenten uit het Brussels Gewest;

Overwegende dat krachtens de in voornoemde omzendbrief bevatte onderrichtingen een daadwerkelijke controle dient te worden uitgeoefend door de plaatselijke beheerders ten opzichte van de niet verplichte uitgaven besteed aan diensten met een sociaal, cultureel of sportief doel die ter beschikking worden gesteld van het geheel der bevolking door rechtspersoonlijkheid bezittende organismen;

Dat de rekeningen van de door de gemeente gesubsidieerde V.Z.W.'s derhalve aan de goedkeuring van de gemeenteraad dienen te worden voorgelegd;

Overwegende dat op 14 mei 1958 overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juni 1921, tussen de Gemeente Uccle en andere stichtersleden, een vereniging zonder winstoogmerk werd opgericht onder de benaming "Association Culturelle et Artistique d'Uccle";

Gelet op de hierbijgevoegde rekening van deze vereniging afgesloten op 31 december 2011 alsook de winst- en verliesrekening vastgesteld op dezelfde datum,

Keurt de rekening en de balans vastgesteld op 31 december 2011 goed.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :

**- M. de Le Hoye rentre –
- de h. de Le Hoye komt de zaal binnen -**

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeente-
raadsleden :

1. M. Desmet : Disparition des abeilles.

1. De heer Desmet : Verdwijning van de bijen

M./de h. Desmet explique que si l'abeille venait à disparaître, l'humanité n'aurait que quelques années à vivre. C'est fort de cette pensée, attribuée à Albert Einstein, qu'il faut, aussi à l'échelle communale, prendre des dispositions pour tenter de lutter contre le déclin de nos amies butineuses. Qui est responsable? Des virus, des champignons, les OGM, les ondes électromagnétiques, les pesticides? Sans doute une combinaison de tous ces agents. La communauté scientifique estime que les abeilles ont été progressivement intoxiquées et affaiblies par des cocktails de différents insecticides et produits phytosanitaires agricoles. L'abeille semble disparaître de la planète avec des pertes qui atteignent parfois 90% des colonies et l'industrie agro-alimentaire de réaliser soudain que les abeilles, en pollinisant les fleurs, sont les garantes de bonnes récoltes. Les abeilles sont un rouage irremplaçable de l'agriculture et de la flore terrestre. En Mésopotamie, dans l'Egypte et la Chine des premiers siècles de notre ère, la récolte du miel est synonyme de prospérité. Sans abeille, pas de pollinisation des fleurs, et sans pollinisation, pas de fruits ni de légumes, plus d'agriculture, la famine, des émeutes, ... et comme l'aurait dit Einstein, la fin du monde. Après avoir survécu à tous les changements climatiques, les abeilles présentes sur Terre depuis environ 100 millions d'années, sont menacées en raison de mutations profondes de l'environnement dues notamment à des pratiques agricoles inadaptées. Malheureusement, un nouvel ennemi est aux portes du pays : le frelon asiatique. Cette thématique sans doute inhabituelle doit être abordée parce que tout le monde est concerné, tant au niveau local, national que mondial, afin que la planète ne soit pas soumise à des mesures incompatibles à l'équilibre du système vital. Qu'est-il possible de faire à Uccle? A cela, il n'y a pas de réponse à avancer mais fondamentalement, c'est repenser le mode de fonctionnement et inciter tout un chacun à modifier certaines habitudes. Ainsi, les concitoyens doivent être amenés à prendre la totale mesure du problème. Ne peut-on pas, par voie d'affichages, par le biais du site communal, par l'instauration de semaines dédiées aux abeilles, inverser certaines pratiques qui sont d'utiliser en totale inconscience les pesticides, ces poisons, ces bombes à retardement vendus en toute légalité? Il serait intéressant de proposer des primes incitatives à la réorientation des jardins privatifs encore trop souvent "insectes non admis". Lors des semaines dédiées à cette idée, des graines ou mieux encore, des plantes mellifères, pourraient être offertes. La commune d'Uccle compte plusieurs apiculteurs qui pourraient être aidés par un état des lieux afin d'évaluer les situations concrètes qu'ils rencontrent.

M./de h. De Bock précise qu'un article démontre le surplus d'abeilles dans certaines zones urbaines, ce qui inquiète les défenseurs de ces insectes. Bien que M. De Bock soit favorable à la production de miel en ville, il estime que le sujet ne doit pas être pris à la légère car l'abeille ne se cultive pas comme un potager. Le problème de nombreux apiculteurs est de ne pas forcément travailler en étroite collaboration.

M. le Président/de h. Voorzitter ajoute que le miel produit en ville est de meilleure qualité que celui de la campagne puisque moins d'insecticides sont utilisés.

Mme/Mevr. Roba-Rabier explique qu'au programme électoral du CDH à Uccle, une ligne a été écrite concernant le fait d'inscrire la Commune d'Uccle dans un plan Maya. Il faut envisager cette question très sérieusement. On constate que de nombreuses initiatives sont prises, comme celles d'installer par exemple, des ruches sur le toit des immeubles.

M/de h.. Desmet explique qu'un apiculteur expérimenté a réussi à garder 4 ruches sur les 18 existantes à la fin de l'hiver. On ne peut pas parler d'une surabondance car l'autorégulation existe c'est-à-dire qu'en cas de manque de nourriture, la reine diminue sa ponte. Pendant la saison florale, les abeilles ne meurent donc pas de faim.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que lors de la réception "Uccle en fleur", M. Wollast, coordinateur de l'A.S.B.L. Apis Bruoc Sella, a rappelé le rôle de clé de voûte dans la chaîne alimentaire, notamment des abeilles. A Bruxelles, il existe 50 espèces d'abeilles et sur les 2.000 espèces de fleurs, 1.300 sont pollinisées par celles-ci. La Commune d'Uccle a pris une série d'initiatives. Les terrains communaux eux-mêmes ont accueilli des ruches. Lors de la journée sans voiture, une ruche de démonstration a été installée au coin de la rue Vanderkindere. Un plan communal de développement de la nature est en cours d'élaboration qui se penchera sur une étude, la plus objective possible, de la biodiversité. M. l'Echevin Cools doute qu'une menace réelle existe pour les abeilles à Bruxelles et cite M. Wollast : *" Avec l'engouement du public pour l'apiculture urbaine, il y a trop de ruches à Bruxelles et on a constaté que leurs rayons s'entrecroisent de manière importante surtout sur la ceinture verte. Dès lors, les abeilles prennent la place d'autres pollinisateurs qui ont leur propre caractéristique et sont donc complémentaires. Avec leur longue trompe, les papillons pollinisent des plantes que les abeilles ne peuvent atteindre. Il n'est donc pas nécessaire de placer des ruches sur tous les balcons"*. Cela fait l'objet d'une réflexion du plan communal du développement de la nature. Les pesticides constituent un réel danger ne fût-ce que pour la pollution de la nappe phréatique. On constate des quantités anormales de pesticides dans les nappes phréatiques, notamment du côté de la Forêt de Soignes. Une action d'éducation et de sensibilisation doit être menée.

Concernant les pouvoirs publics, la loi doit être respectée. Par exemple, l'usage des pesticides est banni dans les cimetières et les nombreux espaces verts publics. Des journées de sensibilisation plus large sur la nature en ville doivent être menées, notamment sur la gestion des jardins. La question est de trouver un moyen de gérer les jardins privés sans utiliser de pesticides.

M./de h. De Bock précise que M. Wollast lui-même a installé plusieurs ruches, y compris à l'école de Messidor et sur le toit de l'Administration communale de la ville de Bruxelles. M. De Bock est donc assez étonné par la déclaration de M. Wollast citée ci-dessus alors que ce dernier en installe partout. De plus, c'est son gagne-pain.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que ce n'était pas l'objet de la conférence. Le sujet concernait les pesticides et toute la problématique des plantes indigènes. M. Wollast a expliqué qu'un certain nombre de fleurs tropicales et autres ne pouvaient pas être polonisées par les abeilles. Les extraits de presse précisent qu'il faut vérifier la distance et la gestion des implantations des ruches. Des réunions sur ce sujet seront organisées. M. l'Echevin Cools est très favorable à l'installation des ruches et tiendra compte de l'avis des experts pour faire ce qu'il faut faire en la matière et surtout concernant le volet des pesticides.

Mme/de h. Francken rappelle que la Commune, en association avec l'ACQU, organise un concours photo dans le cadre de la sensibilisation à la nature en ville. Ce concours s'intitule « jardins soignés et herbes folles, les liens entre la nature et l'homme à Uccle ».

2. M. De Bock : La facture finale des logements créés à Uccle par la SRIB (Dossier Polders-Neerstalle) et la location de ceux-ci.

2. de heer De Bock : De definitieve factuur van de logies opgericht te Ukkel door de SRIB (Dossier Polders-Neerstalle) en het verhuren van deze.

M./de h. De Bock explique que la Commune va reprendre la gestion des logements créés sur le terrain régional Polders-Neerstalle par la SRIB ainsi que les deux tiers de la facture. M. De Bock souhaiterait savoir à combien s'élève la facture finale adressée par la SRIB à la commune? Un courrier du 31 août 2012 mentionnait le montant de 9,3 millions d'euros mais dans ce prix est repris toute une série de frais d'étude sans justification, des frais supplémentaires notamment pour les 3 mois de délai demandés mais dont on n'avait pas dit qu'ils étaient payants. M. De Bock souhaiterait savoir si des négociations avaient eu lieu avec la SRIB pour demander les justificatifs des frais supplémentaires, en particulier, les coûts inhérents à la sous-station électrique et à la dépollution du sol.

A combien s'élève finalement le canon mensuel que la commune va devoir payer et quel est le début de paiement de celui-ci? Est-il possible d'obtenir la copie de la convention qui lie la Commune à la SRIB? Quel est l'état de location du bien et les propriétaires sont-ils originaires d'Uccle ou d'autres communes?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis explique que les listes des Conseillers communaux des membres du Collège et des membres administratifs et techniques, qui avaient été parties prenantes au suivi et à l'accompagnement, ont été envoyées deux fois à la SRIB. Concernant les 3 mois de délai non-payants, un plan de financement existe et à partir du moment où l'argent ne rentre pas, la SRIB a facturé la partie où elle doit continuer à porter le financement du système. C'est normal puisqu'on demande un délai de remboursement et elle continue à porter cette charge. Le coût total est de 492.000 € de loyer ou de canon annuel total, ce qui équivaut à environ 27.000 € mensuels de remboursement. Le premier paiement sera effectué le 31 mai afin de se mettre en marche l'année prochaine. Des discussions ont eu lieu pour tenter de faire baisser la facture. Le partenaire qui prend en charge le tiers subventionnant, qui est la société régionale du logement, a exigé d'obtenir toutes les pièces justificatives avant de sortir le moindre franc, ce qui est bien normal. On aura cette garantie puisque ce sont des exigences de la Cour des comptes. Concernant l'état de location, ce n'est pas si simple car les gens doivent visiter, accepter, choisir et donner leur préavis. Une vingtaine de familles sont intéressées dont une quinzaine ayant formalisé leur intérêt.

Les baux sont signés et les premières familles vont intégrer le logement le 1^{er} novembre. Mme l'Echevin Dupuis avoue être peu sensible sur la question de savoir si les locataires sont ucclois ou non.

La séance est levée à 21h 30.- De zitting wordt opgeheven om 21u 30 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,